

C84A1
C33
1995/96
1
QL
P. gouv.

**MINISTÈRE DE LA CULTURE
ET
DES COMMUNICATIONS**

**CAHIER DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS
1995-1996**

**DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIÈRES
1995**

MINISTÈRE DE LA CULTURE

ET

DES COMMUNICATIONS

CAHIER DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS

1995-1996

DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIÈRES

1995

2804
C33
1905/96
al
P. Jow
Lecture
sur p. 12

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS
TABLE DES MATIÈRES

	Pages
MISSION DU MINISTÈRE	5
SOMMAIRE MINISTÉRIEL	
A- Crédits par programmes	6
B- Crédits par supercatégories	8
C- Effectifs autorisés	10
D- Activités : rétrospective et prospective	12
PROGRAMME 01 : PLANIFICATION, GESTION INTERNE ET SOUTIEN	
Description de la mission (mandat)	13
Élément 01 : Direction et soutien	
. Crédits par supercatégories	14
. Rétrospective et prospective	15
Élément 02 : Services à la gestion	
. Crédits par supercatégories	18
. Rétrospective et prospective	19
Élément 03 : Actions régionales	
. Crédits par supercatégories	22
. Rétrospective et prospective	23
Élément 04 : Politiques, programmes et prospective	
. Crédits par supercatégories	24
. Rétrospective et prospective	25
Élément 05 : Médias et technologies	
. Crédits par supercatégories	28
. Rétrospective et prospective	29
PROGRAMME 02 : AIDE À LA CULTURE ET AUX COMMUNICATIONS	
Description de la mission (mandat)	31
Élément 01 : Soutien aux médias et technologies	
. Crédits par supercatégories	32
. Rétrospective et prospective	33
Élément 02 : Soutien à l'implantation et à l'amélioration des équipements culturels	
. Crédits par supercatégories	34
. Rétrospective et prospective	35
Élément 03 : Soutien au patrimoine	
. Crédits par supercatégories	36
. Rétrospective et prospective	37
Élément 04 : Soutien à l'action culturelle	
. Crédits par supercatégories	38
. Rétrospective et prospective	39
PROGRAMME 03 : INSTITUTIONS NATIONALES	
Description de la mission (mandat)	43
Élément 01 : Archives nationales du Québec	
. Crédits par supercatégories	44
. Rétrospective et prospective	45
Élément 02 : Centre de conservation du Québec	
. Crédits par supercatégories	48
. Rétrospective et prospective	49
Élément 03 : Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	
. Crédits par supercatégories	50
. Rétrospective et prospective	51

PROGRAMME 04 :	ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT	
	Description de la mission (mandat)	53
Élément 01 :	Commission des biens culturels du Québec	
	. Crédits par supercatégories	56
	. Rétrospective et prospective	57
Élément 02 :	Bibliothèque nationale du Québec	
	. Crédits	58
	. Rétrospective et prospective	59
Élément 03 :	Régie du cinéma	
	. Crédits par supercatégories	60
	. Rétrospective et prospective	61
Élément 04 :	Musées nationaux	
	. Crédits	62
	. Rétrospective et prospective	63
Élément 05 :	Société de la Place des Arts de Montréal et Société du Grand Théâtre de Québec	
	. Crédits	66
	. Rétrospective et prospective	67
Élément 06 :	Société de développement des entreprises culturelles	
	. Crédits	68
	. Rétrospective et prospective	69
Élément 07 :	Commission de reconnaissance des associations d'artistes	
	. Crédits	70
	. Rétrospective et prospective	71
Élément 08 :	Régie des télécommunications	
	. Crédits par supercatégories	72
	. Rétrospective et prospective	73
Élément 09 :	Société de radio-télévision du Québec	
	. Crédits	74
	. Rétrospective et prospective	75
Élément 10 :	Conseil des arts et des lettres du Québec	
	. Crédits	76
	. Rétrospective et prospective	77
PROGRAMME 05 :	ORGANISMES DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE	
	Description de la mission (mandat)	79
Élément 01 :	Office de la langue française	
	. Crédits	80
	. Rétrospective et prospective	81
Élément 02 :	Conseil de la langue française	
	. Crédits	84
	. Rétrospective et prospective	85
Élément 03 :	Commission de toponymie	
	. Crédits	88
	. Rétrospective et prospective	89
Élément 04 :	Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités de promotion de la langue française	
	. Crédits	92
	. Rétrospective et prospective	93
Élément 05 :	Coordination des organismes de la Charte de la langue française	
	. Crédits	94
	. Rétrospective et prospective	95

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

MISSION DU MINISTÈRE

MISSION DU MINISTÈRE

La mission du ministère de la Culture et des Communications est de favoriser l'émergence d'une culture et des moyens de communication qui reflètent les valeurs de la société québécoise et d'en maximiser les retombées positives aux plans culturel, social et économique. Le Ministère doit aussi soutenir le développement des entreprises qui oeuvrent dans le domaine de la culture et des communications.

De plus, dans la foulée de la politique culturelle du Québec et avec l'adoption des nouvelles lois sur le Ministère en 1992 et en 1994, celui-ci s'est vu confier l'harmonisation de l'ensemble des activités du gouvernement, des ministères et des organismes publics en matière de culture ainsi que la coordination gouvernementale des politiques en matière de communications. Le Ministère est également responsable de l'application de la Charte de la langue française.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

SOMMAIRE MINISTÉRIEL

A- CRÉDITS PAR PROGRAMMES (en K\$)

Programme	1995-1996 Crédits	Variation		1994-1995		
		Montant	%	Crédits modifiés	Dépenses probables	Écart
1. Planification, gestion interne et soutien	28 855,6	(3 553,5)	(11,0)	32 409,1	35 011,0	2 601,9
2. Aide à la culture et aux communications	87 572,3	(4 858,3)	(5,3)	92 430,6	88 363,5	(4 067,1)
3. Institutions nationales	31 838,5	(2 128,5)	(6,3)	33 967,0	32 250,4	(1 716,6)
4. Organismes-conseils et sociétés d'État	231 643,9	(17 190,2)	(6,9)	248 834,1	241 020,8	(7 813,3)
5. Organismes de la Charte de la langue française	19 146,9	(4 593,0)	(19,3)	23 739,9	20 978,2	(2 761,7)
TOTAL	399 057,2	(32 323,5)	(7,5)	431 380,7	417 623,9	(13 756,8)

Explications des variations - Crédits 1995-1996 vs crédits modifiés 1994-1995 :

1. Planification, gestion interne et soutien

- Compression récurrente 1994-1995 à la suite du discours sur le budget : (2 290,8 K\$)
- Ajustement pour boni au rendement et gains de productivité pour les cadres : 76,2 K\$
- Économies budgétaires 1995-1996 : (1 552,6 K\$)
- Transfert de postes et des crédits : 104,2 K\$
 - . Poste provenant du ministère de l'Environnement et de la Faune : 70,4 K\$
 - . Poste provenant du Secrétariat du Conseil du trésor : 56,9 K\$
 - . Poste transféré au ministère de l'Éducation : (23,1 K\$)
- Crédits non récurrents : (100,0 K\$)
 - . Pour archives informatiques : (80,0 K\$)
 - . Pour l'acquisition d'équipements informatiques à la suite du transfert de juridiction du ministère des Communications : (20,0 K\$)
- Réaménagements : 205,5 K\$
 - . Pour besoins du Conseil des arts et des lettres du Québec : (200,0 K\$)
 - . Pour besoins ministériels : 405,5 K\$
- Ajustement technique aux crédits comparatifs pour tenir compte du réaménagement de deux cadres provenant des organismes de la Charte de la langue française : 4,0 K\$

2. Aide à la culture et aux communications

- Compression récurrente 1994-1995 à la suite du discours sur le budget : (3 720,0 K\$)
- Économies budgétaires 1995-1996 : (4 100,0 K\$)
- Ajustement en fonction des projets d'équipements culturels à financer en service de dette et des taux d'intérêt prévus : 2 693,2 K\$
- Ajustement pour l'Entente Ville de Québec : 100,0 K\$
- Réaménagements : 168,5 K\$
 - . Pour répondre aux besoins du Conseil des arts et des lettres du Québec : (1 000,0 K\$)
 - . Pour le Musée de l'Amérique française : 1 250,0 K\$
 - . Pour les besoins ministériels : (81,5 K\$)

3. Institutions nationales

- Compression récurrente 1994-1995 à la suite du discours sur le budget : (1 028,8 K\$)
- Ajustement pour boni au rendement et gains de productivité pour les cadres : 44,4 K\$
- Économies budgétaires 1995-1996 : (783,0 K\$)
- Transfert d'un poste et des crédits provenant du ministère de l'Éducation : 28,9 K\$
- Réaménagements pour besoins ministériels : (390,0 K\$)

4. Organismes-conseils et sociétés d'État

- Compression récurrente 1994-1995 à la suite du discours sur le budget : (4 006,2 K\$)
- Ajustement pour boni au rendement et gains de productivité pour les cadres : 275,3 K\$
- Économies budgétaires 1995-1996 : (12 913,0 K\$)
- Ajustement en fonction des projets des organismes et sociétés d'État à financer en service de dette et des taux d'intérêt prévus : (1 771,9 K\$)
- Crédits non récurrents : (582,3 K\$)
 - . Pour l'édifice Cité du Havre : (170,0 K\$)
 - . Pour les expositions permanentes : (412,3 K\$)
- Transfert de crédits provenant du Conseil exécutif : 1 200,0 K\$
- Réaménagements : 607,9 K\$
 - . Pour le Musée de l'Amérique française : (1 250,0 K\$)
 - . Pour répondre aux besoins du Conseil des arts et des lettres du Québec : 1 500,0 K\$
 - . Pour besoins ministériels : 357,9 K\$

5. Organismes de la Charte de la langue française

- Compression récurrente 1994-1995 à la suite du discours sur le budget : (1 645,7 K\$)
- Ajustement pour boni au rendement et gains de productivité pour les cadres : 56,0 K\$
- Économies budgétaires 1995-1996 : (2 698,3 K\$)
- Réaménagements : (301,0 K\$)
- Ajustement technique aux crédits comparatifs pour tenir compte du réaménagement de deux cadres provenant des organismes de la Charte de la langue française : (4,0 K\$)

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

SOMMAIRE MINISTÉRIEL

B- CRÉDITS PAR SUPERCATÉGORIES (en K\$)

Supercatégorie	1995-1996 Crédits	Variation		1994-1995		
		Montant	%	Crédits modifiés	Dépenses probables	Écart
1. Rémunération	53 195,9	(5 368,0)	(9,2)	58 563,9	57 355,7	(1 208,2)
2. Fonctionnement	29 835,8	(5 102,0)	(14,6)	34 937,8	31 081,9	(3 855,9)
3. Capital	401,4	(336,5)	(45,6)	737,9	338,5	(399,4)
4. Transfert						
- Rémunération	68 458,6	(8 395,7)	(10,9)	76 854,3	73 754,3	(3 100,0)
- Fonctionnement	54 168,7	(7 794,2)	(12,6)	61 962,9	59 131,8	(2 831,1)
- Capital	35 906,8	(4 401,8)	(10,9)	40 308,6	36 486,4	(3 822,2)
- Intérêt	41 030,2	1 328,1	3,3	39 702,1	38 115,6	(1 586,5)
- Support	116 046,8	(2 253,4)	1,9	118 300,2	121 389,0	3 088,8
5. Prêts, placements et avances	13,0	0,0	0,0	13,0	13,0	0,0
TOTAL	399 057,2	(32 323,5)	(7,5)	431 380,7	417 666,2	(13 714,5)

Explications des variations - Crédits 1995-1996 vs crédits modifiés 1994-1995 :

Rémunération

- Compression récurrente 1994-1995 à la suite du discours sur le budget : (1 384,3 K\$)
- Ajustement pour boni au rendement et gains de productivité pour les cadres : 210,8 K\$
- Économies budgétaires 1995-1996 : (4 310,3 K)
- Transfert de postes et des crédits : 133,1 K\$
 - . Poste provenant du ministère de l'Environnement et de la Faune : 70,4 K\$
 - . Poste provenant du Secrétariat du Conseil du trésor : 56,9 K\$
 - . Poste transféré au ministère de l'Éducation : (23,1 K\$)
 - . Poste provenant du ministère de l'Éducation : 28,9 K\$
- Réaménagements : (17,3 K\$)
 - . Pour répondre aux besoins du Conseil des arts et des lettres du Québec : (190,0 K\$)
 - . Pour besoins ministériels : 172,7 K\$

Fonctionnement

- Compression récurrente 1994-1995 à la suite du discours sur le budget : (3 159,8 K\$)
- Économies budgétaires 1995-1996 : (1 470,3 K\$)
- Crédits non récurrents pour archives informatiques : (80,0 K\$)
- Réaménagements : (391,9 K\$)
 - . Pour répondre aux besoins du Conseil des arts et des lettres du Québec : (310,0 K\$)
 - . Pour besoins ministériels : (81,9 K\$)

Capital

- Compression récurrente 1994-1995 à la suite du discours sur le budget : (294,1 K\$)
- Économies budgétaires 1995-1995 : (22,4 K\$)
- Crédits non récurrents pour l'acquisition d'équipements informatiques à la suite du transfert de juridiction du ministère des Communications : (20,0 K\$)

Transfert

- Compression récurrente 1994-1995 à la suite du discours sur le budget : 7 853,3 K\$)
- Économies budgétaires 1995-1996 : (16 243,9 K\$)
- Ajustements : 1 262,4 K\$
 - . Pour boni au rendement et gains de productivité pour les cadres : 241,1 K\$
 - . En fonction des projets à financer en service de dette et des taux d'intérêt prévus : 921,3 K\$
 - . Pour l'entente sur la restauration des biens patrimoniaux avec la Ville de Québec : 100,0 K\$
- Crédits non récurrents : (582,3 K\$)
 - . Pour l'édifice Cité du Havre : (170,0 K\$)
 - . Pour les expositions permanentes : (412,3 K\$)
- Transfert de crédits provenant du Conseil exécutif : 1 200,0 K\$
- Réaménagements : 700,1 K\$
 - . Pour répondre aux besoins du Conseil des arts et des lettres du Québec : 500,0 K\$
 - . Pour besoins ministériels : 200,1 K\$

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

SOMMAIRE MINISTÉRIEL

C- EFFECTIFS AUTORISÉS

Programme - Élément	1995-1996	Variation - ETC totaux		1994-1995
	Totaux	Nombre	%	Totaux
01-01 Direction et soutien	41	(4)	(8,9)	45
01-02 Services à la gestion	91	(7)	(7,1)	98
01-03 Actions régionales	150	(6)	(3,8)	156
01-04 Politiques, programmes et prospective	42	(1)	(2,3)	43
01-05 Médias et technologies	46	(7)	(13,2)	53
02-01 Soutien aux médias et technologies				
02-02 Soutien à l'implantation et à l'amélioration des équipements culturels				
02-03 Soutien au patrimoine				
02-04 Soutien à l'action culturelle				
03-01 Archives nationales du Québec	120	(14)	(10,4)	134
03-02 Centre de conservation du Québec	32	0	0	32
03-03 Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	218	(6)	(2,7)	224
04-01 Commission des biens culturels du Québec	4	(2)	(33,3)	6
04-02 Bibliothèque nationale du Québec				
04-03 Régie du cinéma	57	(2)	(3,4)	59
04-04 Musées nationaux				
04-05 Société de la Place des Arts de Montréal et Société du Grand Théâtre de Québec				
04-06 Société de développement des entreprises culturelles				
04-07 Commission de reconnaissance des associations d'artistes				
04-08 Régie des télécommunications	12	(18)	(60,0)	30
04-09 Société de radio-télévision du Québec				
04-10 Conseil des arts et des lettres du Québec				
05-01 Office de la langue française	252	(21)	(7,7)	273
05-02 Conseil de la langue française	29	(2)	(6,5)	31
05-03 Commission de toponymie	25	0		25
05-04 Provision pour augmenter...				
05-05 Coordination des organismes de la Charte de la langue française	0	(7)	(100,0)	7
TOTAL	1 119	(97)	(8,0)	1 216

Explications des variations :

Programme 01-01

- Rationalisation de la gestion : (3)
- Transfert d'un poste au ministère de l'Éducation : (1)

Programme 01-02

- Rationalisation de la gestion : (5)
- Réaménagements ministériels : (2)

Programme 01-03

- Rationalisation de la gestion : (9)
- Réaménagements ministériels : 3

Programme 01-04

- Rationalisation de la gestion : (3)
- Réaménagements ministériels : 2

Programme 01-05

- Rationalisation de la gestion : (6)
- Réaménagements ministériels : (1)

Programme 03-01

- Privatisation ou impartition du Centre de dépôt de documents semi-actifs : (8)
- Rationalisation de la gestion : (7)
- Réaménagements ministériels : 1

Programme 03-03

- Rationalisation de la gestion : (4)
- Réaménagements ministériels : (2)

Programme 04-01

- Révision de la Loi sur les biens culturels : (2)

Programme 04-03

- Rationalisation de la gestion : (2)

Programme 04-08

- Cessation des activités de la Régie des télécommunications : (17)
- Réaménagements ministériels : (1)

Programme 05-01

- Rationalisation de la gestion : (21)

Programme 05-02

- Rationalisation de la gestion : (2)

Programme 05-05

- Fusion des activités de soutien administratif des organismes de la Charte de la langue française au ministère : (7)

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

SOMMAIRE MINISTÉRIEL

D- ACTIVITÉS : RÉTROSPECTIVE ET PROSPECTIVE

Rétrospective 1994-1995 Points saillants	Prospective 1995-1996 Points saillants
<p>L'année a été caractérisée par des efforts visant l'aboutissement de plusieurs dossiers majeurs, c'est notamment le cas depuis septembre, pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> le Théâtre du Nouveau Monde, le centre de création et de production artistique multifonctionnel <u>Ex Machina</u>, et le Théâtre de la Dame de Coeur, dans le domaine des équipements culturels; la création de l'Institut national de l'image et du son (INIS), qui sera le lieu privilégié de formation spécialisée dans les domaines cinématographique et télévisuel au Québec; la mise en oeuvre de la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC), permettant d'intégrer les interventions gouvernementales auprès des entreprises culturelles au sein d'une seule société d'État; l'implantation de la Librairie du Québec à Paris, qui constituera une vitrine privilégiée pour le livre et d'autres produits culturels québécois, un instrument de promotion et de diffusion favorisant les créateurs et créatrices du Québec; le remboursement de la surtaxe et de la taxe d'affaire aux artistes en arts visuels. <p>Dans le cadre du partenariat avec le milieu municipal, le Ministère a développé un nouveau cadre d'entente globale avec les autorités régionales et locales qui favorisera une approche modulée selon les spécificités de chaque région.</p> <p>Par ailleurs, le ministère de la Culture et des Communications a été au coeur de la relance et de l'actualisation de la stratégie gouvernementale en matière d'autoroute de l'information. Les orientations et les mesures ainsi développées mettent davantage l'accent sur les contenus, la langue et la culture, le citoyen et les régions, tout en maintenant le cap sur le développement économique.</p> <p>L'aide aux médias communautaires et autochtones a été accrue de façon importante afin de stimuler et de renforcer ces diffuseurs de l'information en région qui constituent aussi un levier important de développement régional.</p> <p>Enfin, l'année a aussi été marquée par des ajustements à la structure organisationnelle du Ministère, afin d'intégrer réellement les mandats de la Culture et des Communications. En effet, bien que les responsabilités relatives aux Communications et les effectifs afférents aient été transférés au Ministère au cours de l'année précédente, il restait à parachever leur intégration pour créer une véritable synergie entre ces deux mandats complémentaires.</p>	<p>L'année 1995-1996 sera marquée par plusieurs interventions majeures. Ainsi, par exemple:</p> <p>Dans le domaine de la promotion de l'usage et de la qualité de la langue française, les organismes reliés à la Charte de la langue française poursuivront leurs activités. Ainsi, l'Office de la langue française continuera de veiller à l'application vigilante de la Charte, notamment en mettant un accent particulier sur la francisation des milieux de travail touchés par les nouvelles technologies et en contribuant à rendre les contenus de la banque de terminologie du Québec accessible sur l'autoroute de l'information; la Commission de toponymie continuera d'assumer la gestion du patrimoine toponymique du Québec, en mettant à profit les ressources de l'autoroute de l'information pour diffuser plus largement la nomenclature géographique officielle.</p> <p>Afin d'améliorer l'accessibilité des services aux citoyens, le Ministère accélérera le plan des investissements publics dans le domaine des équipements culturels. À ce chapitre, notons deux dossiers majeurs qui feront l'objet d'une attention particulière soit la Cinémathèque québécoise et la Place Royale, à Québec.</p> <p>L'enveloppe budgétaire du Conseil des arts et des lettres a été majorée pour qu'il puisse intensifier son soutien aux créatrices et aux créateurs, et mieux répondre aux attentes des milieux régionaux.</p> <p>Par ailleurs, la mise en oeuvre du cadre d'entente globale de développement culturel avec les municipalités permettra de conclure des ententes modulées et souples en fonction des besoins spécifiques à chacune, améliorant ainsi la concertation et consolidant le partenariat.</p> <p>D'autre part, le ministère de la Culture et des Communications s'inscrira dans la foulée d'un effort gouvernemental qui vise à améliorer les services et à rationaliser l'administration.</p> <p>Dans ce contexte, l'établissement de liens étroits de collaboration entre la SODEC, le CALQ et le ministère constituera une priorité afin de créer un partenariat efficace au profit des clientèles. De même, dans la perspective d'alléger l'administration et de simplifier les services, certaines hypothèses d'organisation ou de collaboration seront explorées. Notons, en particulier, la modification du statut du Centre de conservation du Québec (CCQ), la concession d'un contrat de gestion des documents semi-actifs par les Archives nationales du Québec (ANQ), ou la mise en commun de services entre les ANQ et la Bibliothèque nationale du Québec (BNQ).</p> <p>Le ministère incitera également les organismes culturels à s'inscrire dans la poursuite des mêmes objectifs par la recherche de formules de collaboration, comme c'est le cas notamment pour le Musée de l'Amérique française et le Musée de la civilisation.</p> <p>Enfin, compte tenu de la transformation profonde de l'environnement télévisuel du Québec et de l'émergence de nouveaux besoins en matière de formation, d'éducation et de culture, il était nécessaire d'actualiser le mandat de Radio-Québec, de mieux définir son créneau propre et d'accélérer l'ouverture au partenariat.</p>

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 01 - PLANIFICATION, GESTION INTERNE ET SOUTIEN

DESCRIPTION DE LA MISSION (MANDAT)

Le programme 01 comprend cinq éléments :

- Éléments 01 : Direction et soutien
- Éléments 02 : Services à la gestion
- Éléments 03 : Actions régionales
- Éléments 04 : Politiques, programmes et prospective
- Éléments 05 : Médias et technologie

Ce programme vise à fournir les divers services de soutien à la gestion des activités du Ministère et à assurer l'élaboration et la cohérence des orientations en matière de culture et de communications; il vise également à assurer la gestion des programmes de subvention et à fournir l'expertise technique auprès des diverses clientèles du Ministère en soutenant les activités de création, d'animation, de production, de diffusion, de formation, de recherche et de conservation; il vise enfin à développer le secteur des médias.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 01 - PLANIFICATION, GESTION INTERNE ET SOUTIEN

ÉLÉMENT 01 - DIRECTION ET SOUTIEN

Crédits par supercatégories (en K\$)

Supercatégorie	1995-1996 Crédits	Variation		1994-1995		
		Montant	%	Crédits modifiés	Dépenses probables	Variation
1. Rémunération	2 949,2	257,4	9,6	2 691,8	3 036,3	344,5
2. Fonctionnement	693,2	(112,4)	(14,0)	805,6	801,6	(4,0)
3. Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Transfert :						
- Rémunération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Fonctionnement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Intérêt	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Support	720,4	(516,4)	(41,8)	1 236,8	1 236,8	0,0
5. Prêts, placements et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	4 362,8	(371,4)	(7,8)	4 734,2	5 074,7	340,5

Explications des variations - Crédits 1995-1996 vs Crédits modifiés 1994-1995 :

Rémunération

- Compression récurrente 1994-1995 à la suite du discours sur le budget : (36,0 K\$)
- Ajustement pour boni au rendement et gains de productivité pour les cadres : 13,3 K\$
- Économies budgétaires 1995-1996 : (68,0 K\$)
- Transfert d'un poste et des crédits provenant du ministère de l'Environnement et de la Faune : 70,4 K\$
- Transfert d'un poste et des crédits au ministère de l'Éducation : (23,1 K\$)
- Ajustement technique aux crédits comparatifs pour tenir compte du réaménagement de deux cadres provenant des organismes de la Charte de la langue française : 4,0 K\$
- Réaménagements ministériels : 296,8 K\$

Fonctionnement

- Compression récurrente 1994-1995 à la suite du discours sur le budget : (212,4 K\$)
- Réaménagement pour besoins liés à l'autoroute électronique : 100,0 K\$

Transfert

- Compression récurrente 1994-1995 à la suite du discours sur le budget : (241,2 K\$)
- Économies budgétaires 1995-1996 : (330,1 K\$)
- Réaménagements ministériels : 54,9 K\$

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 01 - PLANIFICATION, GESTION INTERNE ET SOUTIEN

ÉLÉMENT 01 - DIRECTION ET SOUTIEN

Rétrospective et prospective

Rétrospective 1994-1995 Points saillants	Prospective 1995-1996 Points saillants
<p><u>SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES</u></p> <p>Cette unité administrative regroupe les liaisons avec les organismes et les sociétés d'État ainsi que les relations intergouvernementales canadiennes et internationales.</p> <p><u>Organismes et sociétés d'État</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Réalisation du plan régulier de liaison avec les organismes et les sociétés d'État pour l'exécution de leur mandat, des décisions ministérielles et gouvernementales et du suivi de gestion; - liaison et suivi auprès des organismes et des sociétés d'État pour la rencontre des objectifs budgétaires qui leur ont été fixés; - mise en oeuvre des décisions découlant des modifications des mandats attribués au Ministère qui a eu pour effet le transfert de la responsabilité de la Francophonie au ministère des Affaires internationales et de l'intégration des organismes de la Charte de la langue française; - coordination des activités découlant de la mise en vigueur des dispositions de la Loi sur la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC); - poursuite des activités visant la concrétisation du Plan de redressement de la Société de la Place des Arts de Montréal; <p>révision du processus administratif lié au programme du maintien des actifs des sociétés d'état;</p> <p>analyse du plan d'activités du Conseil des arts et des lettres du Québec et contribution à l'élaboration des orientations.</p> <p><u>Relations intergouvernementales</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Collaboration avec le MAIICC et le SAIC dans la gestion des ententes de coopération et d'échanges culturels au niveau international et avec certaines provinces canadiennes; - collaboration et soutien aux services culturels dans les délégations et bureaux du Québec; - coordination et suivi des missions ministérielles en France sur les thèmes de la francophonie, des Jeux de la francophonie et de l'autoroute de l'information; 	<p><u>Organismes et sociétés d'État</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Consolidation du plan de relation et de concertation devant concrétiser, supporter et assurer la cohérence et le suivi de la mission de liaison avec les organismes et sociétés d'État qu'impliquent les cadres législatifs en vigueur, les orientations stratégiques et le plan de dépenses du Ministère, la politique culturelle et les autres politiques gouvernementales concernées; - établissement du cadre de relation entre le Ministère et les organismes de la Charte de la langue française; - élaboration du plan de transfert des programmes du Ministère vers la SODEC, soutien particulier à la Société pour la réalisation de la première année de prise en charge des responsabilités assumées antérieurement par la SOGIC, l'Institut québécois du cinéma et le Ministère et analyse de son premier plan d'activités; - intégration de la fonction d'analyse financière en appui aux différentes actions découlant de l'application du plan stratégique ministériel; - révision de la mission de la Société de radio-télévision du Québec; - appui à la prise en charge par le Musée de la civilisation du Musée de l'Amérique française; - coordination des démarches visant la relocalisation des activités de conservation de la Bibliothèque nationale du Québec et des Archives nationales du Québec; - plan d'action visant à résorber le déficit accumulé de la Place des Arts de Montréal; - évaluation des missions, mandats et modes de fonctionnement des musées nationaux et établissement du cadre de révision de la formule de financement; - actualisation du programme du maintien des actifs; - suivi du plan de développement du Conseil des arts et des lettres du Québec et contribution à l'élaboration des orientations pour 1996-1997. <p><u>Relations intergouvernementales</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Actualisation du mandat international du Ministère et des modalités de collaboration avec les sociétés d'État, le MAIICC, le SAIC, les délégations et bureaux du Québec à cet égard; - poursuite de la collaboration avec le MAIICC et le SAIC dans la gestion des ententes de coopération et d'échanges culturels au niveau international et avec certaines provinces canadiennes;

Rétrospective 1994-1995 Points saillants	Prospective 1995-1996 Points saillants
<ul style="list-style-type: none"> - participation à la préparation de la mission ministérielle pour la rencontre des ministres responsables de TV5 à Bruxelles et pour les rencontres bilatérales avec la France et la Communauté française de Belgique; - coordination de la participation québécoise au volet culturel des Jeux de la francophonie; - participation à des activités québécoises à caractère international, notamment le Marché international du multimédia qui accueillait une importante délégation du ministère de la Culture et de la Francophonie de France et des milieux de l'édition électronique; - participation à la Commission mixte permanente Québec/Communauté française de Belgique et aux commissions de coopération interprovinciales; - participation à l'élaboration des objectifs et plan d'action visant le renforcement des relations entre la France et le Québec, notamment au chapitre de l'autoroute de l'information; - participation à la mise en oeuvre du volet culturel du plan d'action gouvernemental Québec-Mexique; - collaboration aux activités d'organisations internationales dont l'ACCT et l'UNESCO; - participation aux travaux du Comité québécois sur l'Année internationale pour la tolérance; - collaboration à l'élaboration de la politique québécoise de la francophonie canadienne; - présence, à titre d'observateur, aux comités consultatifs fédéraux-provinciaux-territoriaux sur les arts et la culture ainsi que sur le patrimoine; - suivi de l'évolution des négociations interprovinciales en matière de culture et de communications dans le cadre de l'Accord sur le commerce intérieur au Canada; - soutien aux représentations du gouvernement du Québec auprès du gouvernement fédéral dans le dossier des télécommunications; - suivi des interventions du gouvernement fédéral en matière de culture et de communications. 	<ul style="list-style-type: none"> - développement de l'expertise relative aux enjeux reliés aux nouveaux ensembles nord-américain et européen en matière de culture et de communications; - collaboration à la mise en oeuvre du plan d'action franco-québécois sur l'autoroute de l'information; - développement des réseaux d'échanges au sein de la francophonie internationale et canadienne; - soutien aux activités ministérielles dans les dossiers impliquant le gouvernement fédéral ou des gouvernements provinciaux; - coordination de missions ministérielles (ex. : participation québécoise à la rencontre des ministres responsables de TV5).

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 01 - PLANIFICATION, GESTION INTERNE ET SOUTIEN

ÉLÉMENT 02 - SERVICES À LA GESTION

Crédits par supercatégories (en K\$)

Supercatégorie	1995-1996 Crédits	Variation		1994-1995		
		Montant	%	Crédits modifiés	Dépenses probables	Variation
1. Rémunération	4 403,9	(131,7)	(2,9)	4 535,6	4 564,7	29,1
2. Fonctionnement	6 178,7	(1 284,4)	(17,2)	7 463,1	6 772,6	(690,5)
3. Capital	89,3	(178,8)	(66,7)	268,1	104,3	(163,8)
4. Transfert :						
- Rémunération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Fonctionnement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Intérêt	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Support	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Prêts, placements et avances	6,0	1,0	(0,2)	5,0	5,0	0,0
TOTAL	10 677,9	(1 593,9)	(13,0)	12 271,8	11 446,6	(825,2)

Explications des variations - Crédits 1995-1996 vs Crédits modifiés 1994-1995 :

Rémunération

- Compression récurrente 1994-1995 à la suite du discours sur le budget : (122,0 K\$)
- Ajustement pour boni au rendement et gains de productivité pour les cadres : 12,7 K\$
- Économies budgétaires 1995-1996 : (210,0 K\$)
- Réaménagements ministériels : 187,6 K\$

Fonctionnement

- Compression récurrente 1994-1995 à la suite du discours sur le budget : (493,5 K\$)
- Crédits non récurrents pour les archives informatiques : (80,0 K\$)
- Économies budgétaires 1995-1996 pour les délégations à l'étranger : (18,5 K\$)
- Réaménagement pour répondre aux besoins du Conseil des arts et des lettres du Québec : (200,0 K\$)
- Réaménagement pour répondre aux besoins de l'autoroute électronique : (100,0 K\$)
- Réaménagements ministériels : (392,4 K\$)

Capital

- Compression récurrente 1994-1995 à la suite du discours sur le budget : (158,8 K\$)
- Crédits non récurrents pour l'acquisition d'équipements informatiques à la suite du transfert de juridiction du ministère des Communications : (20,0 K\$)

Prêts, placements et avances

- Réaménagement ministériel : 1,0 K\$

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 01 - PLANIFICATION, GESTION INTERNE ET SOUTIEN

ÉLÉMENT 02 - SERVICES À LA GESTION

Rétrospective et prospective

Rétrospective 1994-1995 Points saillants	Prospective 1995-1996 Points saillants
<p>RESSOURCES HUMAINES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Soutien pour la réalisation de nombreuses activités de rationalisation des ressources humaines à la suite de la révision de l'organisation du travail et de la compression de son effectif. Celles-ci portaient notamment sur le remplacement des personnes, le recyclage, la prise de retraite, la mise en disponibilité et l'application de la réglementation pertinente à ces événements. - Préparation de nombreux rapports relatifs à l'information de gestion sur le personnel et les emplois en vue de faciliter la planification stratégique en matière de ressources humaines ou la mise en oeuvre de plans d'action ministériels. - Élaboration de la plupart des plans de prévention en matière de santé et sécurité du travail pour les divers établissements du ministère. - Soutien aux décisions concernant les ajustements à la structure organisationnelle, notamment ceux relatifs aux organismes de la Charte de la langue française et à l'intégration des mandats de la Culture et des Communications. <p>RESSOURCES FINANCIÈRES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réalisation de l'établissement des crédits 1995-1996 en fonction du nouveau cadre de gestion budgétaire gouvernemental et participation active à l'élaboration du Plan stratégique 1995-1996. - Participation active aux travaux visant à doter le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec des systèmes financier, comptable et administratif requis afin d'assurer son fonctionnement à titre de corporation autonome. - Gestion des nombreuses opérations budgétaires ministérielles récurrentes avec le ministère des Finances, le Contrôleur des finances et le Secrétariat du Conseil du trésor. <p>RESSOURCES MATÉRIELLES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réaménagement et rationalisation des espaces à bureaux du siège social du Ministère, permettant ainsi le rapatriement d'unités administratives localisées à l'extérieur et des économies de loyer. - Relocalisation et aménagement du Conservatoire de musique de Val d'Or dans des locaux plus adéquats et réalisant ainsi des économies de l'ordre de 75 % du coût du loyer. - Agrandissement des magasins du Centre d'archives de la Mauricie-Bois-Francs. - Relocalisation en cours des Archives nationales à Hull. 	<p>RESSOURCES HUMAINES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Soutien auprès des autorités du ministère et des gestionnaires pour la mise en oeuvre des orientations gouvernementales et ministérielles portant sur la rationalisation des ressources budgétaires et son impact sur les effectifs et les emplois. - Réalisation de programmes de développement des compétences dans le cadre de la réorganisation et du redéploiement des effectifs. - Conseil et soutien dans l'organisation des emplois, leur définition et leur profil en vue d'orienter des actions de développement en fonction des exigences de la tâche. - Coordination de la mise en place et du fonctionnement du comité mixte ministériel et participation à la réalisation des mandats qui en découlent, tel que prévu dans l'accord-cadre sur l'organisation du travail. - Soutien à la mise en oeuvre de la Société de développement des entreprises culturelles et de la Corporation du Conservatoire de musique et d'art dramatique. - Soutien aux organismes de la Charte de la langue française. <p>RESSOURCES FINANCIÈRES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Intégration de la gestion du service de dette des organismes et sociétés d'État avec celui des équipements culturels déjà gérés par la Direction des ressources financières. - Révision des divers systèmes ministériels d'allocation et de suivi budgétaire en fonction du nouveau cadre de gestion budgétaire gouvernemental et de l'allègement des contrôles centraux. - Participation active à la mise en oeuvre de la Société de développement des entreprises culturelles et de la Corporation du Conservatoire de musique et d'art dramatique. <p>RESSOURCES MATÉRIELLES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Relocalisation de la bibliothèque du Conservatoire d'art dramatique de Québec au 12, rue Sainte-Anne. - Relocalisation de la Direction de la Côte-Nord dans un nouvel immeuble regroupant plusieurs services administratifs gouvernementaux à Baie-Comeau. - Soutien à la relocalisation de services de la Bibliothèque nationale et des Archives nationales à Montréal. - Soutien à la mise en oeuvre de la Corporation du Conservatoire de musique et d'art dramatique.

Rétrospective 1994-1995 Points saillants	Prospective 1995-1996 Points saillants
<p>RESSOURCES INFORMATIQUES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Intégration au «Plan stratégique et opérationnel des technologies de l'information» des responsabilités transférées du ministère des Communications et du ministère des Affaires internationales. - Réalisation de la première partie du développement du système visant à supporter le «Programme d'aide financière aux équipements culturels». - Réalisation d'un plan d'implantation de la politique de sécurité informatique. - Développement et implantation du système visant à supporter les opérations du «Programme d'intégration des arts à l'architecture». <p>COMMUNICATIONS</p> <p>La réorganisation administrative du Ministère et le transfert de responsabilités au CALQ, ont nécessité plusieurs interventions de communication à l'intention des clientèles et du grand public afin de préciser les rôles respectifs et de faciliter la communication avec les clientèles.</p> <p>Par ailleurs, dans le cadre du mandat de sensibilisation aux arts et à la culture, la Direction des communications a mis en place plusieurs projets de collaboration avec les médias d'information (télé, radio, presse écrite).</p> <p>Dans cette perspective, notons en particulier l'établissement d'un cadre de collaboration avec diverses unités administratives du Ministère, afin de les associer à ces projets et la réalisation d'un projet pilote avec Télécom 9 qui a permis de mettre de l'avant un agenda culturel et la production de plusieurs émissions sur les institutions culturelles.</p>	<p>RESSOURCES INFORMATIQUES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réalisation de la deuxième partie du développement du système visant à supporter les opérations du «Programme d'aide financière aux équipements culturels» et procéder à son implantation à la grandeur du Ministère. - Poursuite de l'implantation de la politique de sécurité informatique. - Élaboration d'une conception administrative d'un système permettant de supporter et de normaliser les opérations reliées à la gestion des programmes d'aide financière au Ministère. - Participation et support à la réalisation de l'étude de systématisation des données et au réaménagement des processus d'affaires. - Implication majeure dans l'implantation de l'auto-route électronique au Ministère, notamment par le soutien technique et conseil dans l'utilisation d'Internet et l'implantation du projet de diffusion de l'information (Vitrine Québec) sur le réseau Internet. - Réalisation graduelle de la mise en réseau des postes de travail du Ministère dans le but de partager des données, des applications informatiques et des services centralisés. - Soutien à la mise en oeuvre de la Corporation du Conservatoire de musique et d'art dramatique. <p>COMMUNICATIONS</p> <p>L'évolution continue du Ministère et l'établissement de nouvelles collaborations avec ses partenaires nécessiteront le développement d'actions de communication adaptées à cette réalité.</p> <p>Dans le cadre de la collaboration avec les médias pour accentuer la diffusion de contenus culturels, le projet de «Vitrine Québec» sur Internet est appelé à prendre une importance majeure. La poursuite des diverses collaborations avec des médias, notamment avec les milieux régionaux, constituera également une priorité. Parmi ceux-ci, notons:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le projet d'alimentation régulière des médias écrits communautaires en information culturelle. • La poursuite d'une série d'émissions avec Télécom 9. • Le développement d'une collaboration assidue avec les trois principales stations FM communautaires. <p>Enfin, plusieurs événements publics majeurs seront réalisés, en particulier l'organisation du concours et de la cérémonie de remise des <u>Prix du Québec</u>.</p>

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 01 - PLANIFICATION, GESTION INTERNE ET SOUTIEN

ÉLÉMENT 03 - ACTIONS RÉGIONALES

Crédits par supercatégories (en K\$)

Supercatégorie	1995-1996 Crédits	Variation		1994-1995		
		Montant	%	Crédits modifiés	Dépenses probables	Variation
1. Rémunération	7 351,5	(234,6)	(3,1)	7 586,1	7 717,1	131,0
2. Fonctionnement	1 231,4	(400,5)	(24,5)	1 631,9	1 498,9	(133,0)
3. Capital	61,5	(26,6)	(30,2)	88,1	5,7	(82,4)
4. Transfert :						
- Rémunération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Fonctionnement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Intérêt	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Support	0,0	0,0	0,0	0,0	1 600,0	1 600,0
5. Prêts, placements et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	8 644,4	(661,7)	(7,1)	9 306,1	10 821,7	1 515,6

Explications des variations - Crédits 1995-1996 vs Crédits modifiés 1994-1995 :

Rémunération

- Compression récurrente 1994-1995 à la suite du discours sur le budget : (130,0 K\$)
- Ajustement pour boni au rendement et gains de productivité pour les cadres : 31,3 K\$
- Économies budgétaires 1995-1996 : (410,0 K\$)
- Réaménagements ministériels : 274,1 K\$

Fonctionnement

- Compression récurrente 1994-1995 à la suite du discours sur le budget : (389,5 K\$)
- Réaménagements ministériels : (11,0 K\$)

Capital

- Compression récurrente 1994-1995 à la suite du discours sur le budget : (26,6 K\$)

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 01 - PLANIFICATION, GESTION INTERNE ET SOUTIEN

ÉLÉMENT 03 - ACTIONS RÉGIONALES

Rétrospective et prospective

Rétrospective 1994-1995 Points saillants	Prospective 1995-1996 Points saillants
<p>MILIEUX CULTURELS DE L'EST ET DE L'OUEST</p> <p><u>Programme d'intégration des arts à l'architecture</u></p> <p>Traitements de 134 projets d'intégration pour un budget total de 233 000\$.</p> <p>Publication du bilan annuel des opérations.</p> <p>Finalisation de la mise à jour de la politique d'intégration des arts.</p> <p>Élaboration et dépôt pour approbation du nouveau projet de la politique du 1 %.</p> <p>Amorce d'un projet de vidéo sur la politique du 1 %.</p> <p><u>Gestion du soutien aux industries culturelles</u></p> <p>Traitement de 440 dossiers dans le cadre de la gestion du programme d'Aide financière à l'industrie du disque et du spectacle québécois de variétés pour un montant total de 1 691 600\$.</p> <p>Traitement de 79 dossiers dans le domaine du marché de l'art pour un montant total de 277 045 \$.</p> <p>Traitement de 171 dossiers dans le domaine du livre et de l'édition spécialisée pour un montant total de 2 981 733 \$.</p> <p>Traitement de 76 projets présentés dans le cadre de la mesure d'Aide à la promotion des exportations (APEX culture) gérée conjointement avec le MAIICC, 36 projets acceptés dont la majorité vise des effets structurants pour l'entreprise culturelle; l'emploi en marketing international répond particulièrement bien aux entreprises du secteur culturel à ce stade de leur évolution.</p> <p>Séances de formation pour les exportateurs potentiels du secteur offertes conjointement avec le MAIICC.</p>	<p>MILIEUX CULTURELS DE L'EST ET DE L'OUEST</p> <p><u>Programme d'intégration des arts à l'architecture</u></p> <p>Traitement anticipé de plus de 130 projets d'intégration selon les modalités de la politique du 1 %.</p> <p>Publication du bilan annuel.</p> <p>Finalisation d'un vidéo sur la politique du 1 %.</p> <p>Élaboration d'un plan de communication sur la nouvelle politique et rencontres d'informations auprès des principaux ministères et organismes concernés.</p> <p>Rédaction et publication de documents d'information sur la nouvelle politique.</p> <p>Réalisation d'un sondage auprès des propriétaires des oeuvres du 1 %.</p> <p>Poursuite à l'échelle nationale de l'inventaire des oeuvres d'art.</p> <p><u>Gestion du soutien aux industries culturelles</u></p> <p>Transfert à la Société de développement des entreprises culturelles des programmes d'aide aux industries culturelles à compter d'avril 1995.</p>

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 01 - PLANIFICATION, GESTION INTERNE ET SOUTIEN

ÉLÉMENT 04 - POLITIQUES, PROGRAMMES ET PROSPECTIVE

Crédits par supercatégories (en K\$)

Supercatégorie	1995-1996 Crédits	Variation		1994-1995		
		Montant	%	Crédits modifiés	Dépenses probables	Variation
1. Rémunération	2 194,7	(81,6)	(3,6)	2 276,3	2 276,3	0,0
2. Fonctionnement	275,7	(98,1)	(26,2)	373,8	261,6	(112,2)
3. Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Transfert :						
- Rémunération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Fonctionnement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Intérêt	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Support	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Prêts, placements et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	2 470,4	(179,7)	(6,8)	2 650,1	2 537,9	(112,2)

Explications des variations - Crédits 1995-1996 vs Crédits modifiés 1994-1995 :

Rémunération

- Compression récurrente 1994-1995 à la suite du discours sur le budget : (54,9 K\$)
- Ajustement pour boni au rendement et gains de productivité pour les cadres : 10,1 K\$
- Économies budgétaires 1995-1996 : (180,0 K\$)
- Réaménagements ministériels : 143,2 K\$

Fonctionnement

- Compression récurrente 1994-1995 à la suite du discours sur le budget : (112,1 K\$)
- Réaménagements ministériels : 14,0 K\$

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 01 - PLANIFICATION, GESTION INTERNE ET SOUTIEN

ÉLÉMENT 04 - POLITIQUES, PROGRAMMES ET PROSPECTIVE

Rétrospective et prospective

Rétrospective 1994-1995 Points saillants	Prospective 1995-1996 Points saillants
<p><u>DIRECTION GÉNÉRALE</u></p> <p><u>PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET STATUT DE L'ARTISTE</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Suivi de l'évolution du droit d'auteur et des droits voisins au Canada. - Études et analyses sur la mise en application des ententes et traités internationaux et leur impact sur le droit d'auteur, la culture et les communications. - Sensibilisation, information et avis sur le droit d'auteur et les lois sur le statut de l'artiste auprès des réseaux (ministères, municipalités, institutions d'enseignement, associations de créateurs, de producteurs et de diffuseurs). - Négociations d'ententes relatives aux oeuvres littéraires, musicales, dramatiques pour les fins du réseau scolaire. - Bilans concernant l'application des lois relatives au statut de l'artiste (lois 90 et 78). - Études et analyses des règles fiscales applicables à la pratique artistique. <p><u>ARTS, LETTRES ET BIBLIOTHÈQUES</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'un programme de remboursement des artistes en arts visuels de la surtaxe et de la taxe d'affaire sur les ateliers d'artistes, payée en 1993 et 1994. - Début des travaux visant à définir les orientations ministérielles en diffusion du spectacle. - Mise en place d'un comité sectoriel par la Société québécoise de main-d'oeuvre pour les artistes. - Mise en place d'un comité de concertation ministère de la Culture et des Communications et ministère de l'Éducation du Québec sur la concertation scolaire municipale en matière de bibliothèques. - Analyse du plan de développement du Conseil des arts et des lettres du Québec et élaboration des orientations 1995-1996. - Mise en place d'un comité MCC et bibliothèques sur l'implantation de l'autoroute de l'information. - Collaboration aux travaux du MEQ dans le cadre de la révision de ses programmes de formation professionnelle en art. - Poursuite du plan d'action conjoint MCC-MEQ afin de sensibiliser les jeunes aux arts et à la culture. <p><u>PATRIMOINE ET MUSÉOLOGIE</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Poursuite des travaux sur le document d'orientations en matière de patrimoine et d'archéologie. - Consultation des organismes nationaux en patrimoine et en muséologie afin de mieux cerner leur problématique d'intervention. 	<p><u>DIRECTION GÉNÉRALE</u></p> <p><u>PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET STATUT DE L'ARTISTE</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Suivi de la phase II de la révision de la Loi sur le droit d'auteur et de son impact sur les artistes interprètes. - Révision des moyens de contrôle visant le respect du droit d'auteur dans le contexte des nouvelles technologies de l'information et de la mondialisation des marchés. - Activités récurrentes. - Activités récurrentes. - Participation au processus d'évaluation des lois relatives au statut de l'artiste (lois 90 et 78). - Production de documents d'information sur les règles fiscales applicables à la pratique artistique. <p><u>ARTS, LETTRES ET BIBLIOTHÈQUES</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Finalisation des orientations en diffusion du spectacle. - Révision des programmes d'aide aux bibliothèques publiques et aux CRSBP. - Révision du programme d'équipements culturels. - Participation des milieux artistiques et des bibliothèques à l'implantation de l'autoroute de l'information. - Collaboration avec le CALQ à la définition des orientations en arts visuels. - Révision de la Loi sur le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec. - Collaboration à la tenue des états généraux sur l'éducation. - Participation aux travaux à la SQDM qui touchent le perfectionnement des artistes. - Négociations avec le MEQ dans le but de revoir le statut des écoles professionnelles en art. <p><u>PATRIMOINE ET MUSÉOLOGIE</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Élaboration d'un plan d'action et consultation du milieu en vue de l'adoption d'une politique du patrimoine. - Mise en place d'une nouvelle procédure d'accréditation des institutions muséales.

Rétrospective 1994-1995 Points saillants	Prospective 1995-1996 Points saillants
<ul style="list-style-type: none"> - Établissement d'une banque de données relationnelle sur les dépenses en transfert du MCC en patrimoine et en muséologie pour les années 1991-1992, 1992-1993 et 1993-1994. - Participation majeure à l'élaboration du serveur gouvernemental sur Internet pour le volet tourisme et culture. 	<ul style="list-style-type: none"> - Concertation avec les organismes nationaux en patrimoine et en muséologie en vue d'une meilleure structuration du milieu. - Production de bilans et d'états de situation en patrimoine et en muséologie. - Élaboration du contenu culturel à diffuser sur Internet : <ul style="list-style-type: none"> . poursuite et amélioration du projet Vitrine Québec (patrimoine, équipements culturels, institutions muséales); . listes de discussion thématiques (archéologie, ethnologie, etc.); . répertoire des organismes nationaux (mandats, membership, réalisations).
<u>INDUSTRIES CULTURELLES</u>	<u>INDUSTRIES CULTURELLES</u>
<ul style="list-style-type: none"> - Poursuite des travaux du Conseil consultatif de la lecture et du livre sur la révision de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre. - Poursuite des travaux du comité interministériel (MCC, MEQ, SQDM) en vue de la mise à jour du Plan national de formation en métiers d'art. - Collaboration à la mise sur pied d'un comité sectoriel de main-d'oeuvre dans le secteur des métiers d'art. - Collaboration à la production d'un répertoire des compétences en métiers d'art au Québec. - Soutien à l'élaboration et la réalisation d'un projet de librairie spécialisée en édition québécoise à Paris. - Réalisation de la révision en profondeur du programme d'aide à l'industrie du disque et du spectacle québécois de variétés. - Soutien à la mise en oeuvre de la Loi sur la Société de développement des industries culturelles (SODEC). - Poursuite des tables de concertation des entreprises culturelles. 	<ul style="list-style-type: none"> - Révision de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre. - Révision du programme d'aide aux centres de recherche, de diffusion et d'innovation en métiers d'art. - Mise à jour des orientations et des priorités d'action des tables sectorielles de la grappe des industries culturelles.
<u>RECHERCHE, ÉVALUATION ET STATISTIQUES</u>	<u>RECHERCHE, ÉVALUATION ET STATISTIQUE</u>
<u>STATISTIQUES</u>	<u>STATISTIQUE</u>
<ul style="list-style-type: none"> - Consultation ministérielle sur un projet d'indicateurs aux fins d'évaluation de la Politique culturelle et sur un cadre statistique ministériel. - Enquêtes, collectes de données administratives et d'autres sources sur les industries culturelles : ensemble des industries culturelles de la région de Montréal, les librairies agréées 1983 à 1992 et le financement des entreprises en métiers d'art. - Analyse de données d'enquête sur le comportement de la population en matière d'activités culturelles : les pratiques culturelles en région, l'achat d'oeuvres d'art et de métiers d'art. - Statistiques sur les organismes de formation en musique et en danse. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport statistique sur l'impact économique de la culture et de communications au Québec. - Enquête sur la vente au détail de biens culturels. - Développement d'une banque d'information ministérielle sur les entreprises subventionnées. - Rapport statistique sur les dépenses culturelles des villes. - Inventaire des lieux d'activités culturelles. - Élaboration d'un cadre statistique à l'endroit des communications.

Rétrospective 1994-1995 Points saillants	Prospective 1995-1996 Points saillants
<p><u>ÉVALUATION</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Évaluation des lois sur le statut professionnel des artistes : élaboration du cadre d'évaluation, c'est-à-dire planification détaillée de l'opération. <p><u>RECHERCHE</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur la participation de la population aux activités culturelles, une recherche prospective sur le public des arts de l'an 2000, une recherche sur les comportements des personnes des communautés culturelles de la région métropolitaine et l'organisation d'un colloque de recherche. - Une étude sur le financement privé des organismes artistiques et culturels. - Une étude sur le rendement des bibliothèques publiques autonomes, les ressources dont elles disposent et les caractéristiques de la population desservie. - Réalisation d'un ouvrage (Publications du Québec) pour les créateurs et créatrices désireux d'utiliser le potentiel de l'ordinateur comme outil de création dans les domaines de l'écriture, du son et de l'image. 	<p><u>ÉVALUATION</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Évaluation des lois sur le statut de l'artiste (78 et 90) et production du rapport d'évaluation. <p><u>RECHERCHE</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur les comportements de la population en matière d'activités culturelles : le rapport général d'enquête de 1994, le comportement des personnes âgées de 55 ans et plus, le comportement des personnes qui participent généralement peu aux activités s'apparentant à la culture classique, l'effet sur le comportement culturel de la population de l'utilisation des nouvelles technologies de communication. - Sur le financement de la culture : une comparaison des administrations fédérale et provinciales au Canada en matière de dépenses au titre de la culture, une étude de faisabilité des comparaisons internationales en matière de dépenses publiques au titre de la culture, les commandites d'activités et d'organismes culturels par les entreprises, le potentiel du financement privé de la culture dans la région de Québec (conditionnel à la disponibilité de données).

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 01 - PLANIFICATION, GESTION INTERNE ET SOUTIEN

ÉLÉMENT 05 - MÉDIAS ET TECHNOLOGIES

Crédits par supercatégories (en K\$)

Supercatégorie	1995-1996 Crédits	Variation		1994-1995		
		Montant	%	Crédits modifiés	Dépenses probables	Variation
1. Rémunération	2 330,4	(588,5)	(20,2)	2 918,9	2 779,4	(139,5)
2. Fonctionnement	369,7	(158,3)	(30,0)	528,0	528,0	0,0
3. Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Transfert :						
- Rémunération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Fonctionnement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Intérêt	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Support	0,0	0,0	0,0	0,0	1 815,0	1 815,0
5. Prêts, placements et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	2 700,1	(746,8)	(21,7)	3 446,9	5 122,4	1 675,5

Explications des variations - Crédits 1995-1996 vs Crédits modifiés 1994-1995 :

Rémunération

- Compression récurrente 1994-1995 à la suite du discours sur le budget : (155,5 K\$)
- Ajustement pour boni au rendement et gains de productivité pour les cadres : 8,8 K\$
- Économies budgétaires 1995-1996 : (336,0 K\$)
- Transfert d'un poste et des crédits provenant du Secrétariat du Conseil du trésor : 56,9 K\$
- Réaménagements ministériels : (162,7 K\$)

Fonctionnement

- Compression récurrente 1994-1995 à la suite du discours sur le budget : (158,3 K\$)

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 01 - PLANIFICATION, GESTION INTERNE ET SOUTIEN

ÉLÉMENT 05 - MÉDIAS ET TECHNOLOGIES

Rétrospective et prospective

Rétrospective 1994-1995 Points saillants	Prospective 1995-1996 Points saillants
<p><u>RADIO- TÉLÉVISION -PUBLICITÉ</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Grappe médias - Lettre au CRTC sur les canaux audionumériques <p><u>DIRECTION GÉNÉRALE</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Participation au MIP-TV 1994 - Groupe de travail tripartite Canada/Québec/France sur la production audiovisuelle <p><u>VALORISATION DES TECHNOLOGIES</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Autoroute de l'information au Québec et dans la francophonie: élaboration des orientations gouvernementales et révision en conséquence des critères de gestion du Fonds de l'autoroute de l'information; - Grappe des technologies: projet d'un institut de formation en télécommunications; - Guide d'implantation du service d'urgence 911 au Québec; - Participation aux travaux du Comité de coordination et de stratégie sur les centres d'appel; - Suivi de projets mobilisateurs du FDT tel «Télécommunications multimedia»; - Remise en place du programme PAMEC - TVC; - Étude sur l'harmonisation de la propriété des entreprises de radiodiffusion et de télédistribution; <p><u>ÉCONOMIE DES MÉDIAS</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Modification du programme d'aide des variétés et magazines; - Modification aux taux d'imposition foncier des grandes entreprises de câblodistribution; - Entente de coproduction Québec-Luxembourg, montage de projets; - Projet de modernisation des infrastructures de télécommunications. 	<p><u>MÉDIAS, PUBLICITÉ ET AUDIOVISUEL</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Table de concertation sectorielle (grappe médias) - Contribution à la redéfinition du mandat de Radio-Québec - Position ministérielle sur le rôle des télévisions publiques - Position ministérielle sur les politiques fédérales concernant les contenus de l'autoroute de l'information - Participation des médias québécois à la production de contenus véhiculés sur l'autoroute de l'information - Participation au MIP-TV 1995 - Groupe de travail tripartite Canada/Québec/France sur la production audiovisuelle (automne 1995) - Enquête sur les exportations audiovisuelles québécoises - Mise en place d'un groupe de travail mixte Québec-Mexique - Signature d'une entente de partenariat entre le Centre d'études sur les médias, l'Observatoire européen de l'audiovisuel et le Centre national de la cinématographie - Mise en place, par le Centre d'études sur les médias, d'une veille concurrentielle dans le secteur des médias - TV5 : première phase de l'extension en Asie; poursuite des études d'implantation aux USA; mise en oeuvre de deux programmations spécifiques : l'une pour l'enseignement du français, l'autre pour la jeunesse <p><u>DIRECTION DES TÉLÉCOMMUNICATIONS, DE LA CÂBLODISTRIBUTION ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES</u></p> <p>Projets:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Autoroute de l'information dans la francophonie: projets de coopération; - Présence du gouvernement du Québec sur l'autoroute de l'information; - Développement de l'accessibilité à l'autoroute de l'information dans toutes les régions du Québec; - Développement de contenus et applications québécoises multimedia (notamment dans le secteur de la culture, de l'enseignement, de la formation, de la santé, etc); - Élaboration de mesures gouvernementales visant le développement de nouveaux services reliés à l'autoroute de l'information;

Rétrospective 1994-1995 Points saillants	Prospective 1995-1996 Points saillants
	<ul style="list-style-type: none"> - Étude de marché sur le multimédia pour les entreprises québécoises culturelles et les entreprises de communication; - Concertation des intervenants québécois en matière de normalisation en technologie de l'information et en télécommunication; - Représentation auprès des instances fédérales, et, occasionnellement internationales, traitant de la gestion du spectre des radio fréquences, et de la normalisation en matière de télécommunications, de câblodistribution et des nouvelles technologies; - Élaboration d'une position québécoise sur la convergence (concurrence câble-téléphone, impacts et conséquences); - Participation à l'examen, par le CRTC, du cadre de réglementation de Téléglobe Canada. Cette activité est actuellement en cours; - Participation à la mise en oeuvre du cadre de réglementation de Bell. Cette activité est en cours; - Participation à l'audience spécifique du CRTC sur l'implantation d'une réglementation par le plafonnement des prix pour Bell Canada. - Participation à l'examen, par le CRTC, du cadre de réglementation des compagnies indépendantes (automne 1995).
<p><u>SECRÉTARIAT À LA RÉGLEMENTATION DES TÉLÉCOMMUNICATIONS</u></p> <p>Projets :</p> <p>Au cours de l'année financière 1994-1995, le Secrétariat à la réglementation des télécommunications a continué le suivi des diverses instances réglementaires du Conseil de radio-diffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) concernant les entreprises de télécommunications oeuvrant sur le territoire du Québec. Il est notamment intervenu (présentation de commentaires ou participation aux audiences dans les instances suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en oeuvre du cadre de réglementation des compagnies de téléphone (dossier qui a débuté à l'automne 1994 et qui se poursuivra en 1995). - Examen du plan de développement quinquennal de Télébec (printemps-automne 1994). - Examen du plan de développement quinquennal de Québec-Téléphone (été-automne 1994). - Examen d'une requête d'Unitel en vue de la réalisation d'un sondage auprès des abonnés pour le choix préalable de leur fournisseur de services interurbains (printemps-été 1994). - Examen d'une requête de Bell Canada en vue de l'introduction d'un service de perception, pour le compte des municipalités, des frais liés aux bureaux de réponse du service public d'appel d'urgence 9-1-1 (été-automne 1994). <p>Le Secrétariat a également contribué à l'examen des conséquences du jugement de la Cour suprême du Canada dans l'affaire Guévremont, lequel a eu pour effet d'enlever au Québec sa juridiction sur 16 compagnies de téléphone indépendantes (printemps 1994).</p> <p>Le Secrétariat a aussi examiné divers appels qui ont été logés auprès du Cabinet fédéral à propos d'une décision du CRTC relative à une hausse du tarif du service téléphonique local de base (automne 1994).</p> <p>Le Secrétariat s'est enfin intéressé aux travaux du Comité consultatif national sur l'autoroute de l'information (Comité Johnston) et au processus de consultation amorcé par le CRTC à l'automne 1994 au sujet de l'autoroute de l'information.</p>	<p><u>SECRÉTARIAT À LA RÉGLEMENTATION DES TÉLÉCOMMUNICATIONS</u></p> <p>Voir la Direction des télécommunications, de la câblodistribution et des nouvelles technologies.</p>

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 02 - AIDE À LA CULTURE ET AUX COMMUNICATIONS

DESCRIPTION DE LA MISSION (MANDAT)

Le programme 02 comprend quatre éléments :

- Éléments 01 : Soutien aux médias et technologies
- Éléments 02 : Soutien à l'implantation et à l'amélioration des équipements culturels
- Éléments 03 : Soutien au patrimoine
- Éléments 04 : Soutien à l'action culturelle

Ce programme vise à assurer aux personnes, aux groupes et institutions l'accessibilité aux ressources financières nécessaires à la prise en charge de leur développement dans les secteurs des arts, des lettres et des musées; il vise également à favoriser la conservation et la mise en valeur du patrimoine québécois ainsi que le soutien et le développement des médias.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 02 - AIDE À LA CULTURE ET AUX COMMUNICATIONS

ÉLÉMENT 01 - SOUTIEN AUX MÉDIAS ET TECHNOLOGIES

Crédits par supercatégories (en K\$)

Supercatégorie	1995-1996 Crédits	Variation		1994-1995		
		Montant	%	Crédits modifiés	Dépenses probables	Variation
1. Rémunération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Fonctionnement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Transfert :						
- Rémunération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Fonctionnement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Intérêt	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Support	4 182,4	1 477,0	54,6	2 705,4	2 795,4	90,0
5. Prêts, placements et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	4 182,4	1 477,0	54,6	2 705,4	2 795,4	90,0

Explications des variations - Crédits 1995-1996 vs Crédits modifiés 1994-1995 :

Transfert

- Réaménagement pour les médias communautaires et pour les médias autochtones : 1 427,0 K\$
- Réaménagements ministériels : 50,0 K\$

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 02 - AIDE À LA CULTURE ET AUX COMMUNICATIONS

ÉLÉMENT 01 - SOUTIEN AUX MÉDIAS ET TECHNOLOGIES

Rétrospective et prospective

Rétrospective 1994-1995 Points saillants	Prospective 1995-1996 Points saillants
<p>Programme d'aide au développement des communications (PADEC) 29 projets</p> <p>Programme d'aide aux radios communautaires (PARC) 39 projets</p> <p>Programme d'aide à la radio autochtone (PARA) 31 projets</p>	<p>Le programme d'aide au développement des communications sera modifié afin de tenir compte des nouvelles attributions de la SODEC.</p> <p>Le programme d'aide aux radios communautaires sera modifié afin d'ajouter la télévision et la presse communautaire ainsi que d'en assurer la régionalisation.</p> <p>Le programme d'aide aux radios autochtones sera maintenu tel qu'en 1994-1995.</p>

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 02 - AIDE À LA CULTURE ET AUX COMMUNICATIONS

ÉLÉMENT 02 - SOUTIEN À L'IMPLANTATION ET À L'AMÉLIORATION DES ÉQUIPEMENTS

Crédits par supercatégories (en K\$)

Supercatégorie	1995-1996 Crédits	Variation		1994-1995		
		Montant	%	Crédits modifiés	Dépenses probables	Variation
1. Rémunération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Fonctionnement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Transfert :						
- Rémunération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Fonctionnement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Capital	8 738,0	433,4	5,2	8 304,6	7 623,6	(681,0)
- Intérêt	16 471,0	1 444,8	9,6	15 026,2	14 419,7	(606,5)
- Support	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Prêts, placements et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	25 209,0	1 878,2	8,1	23 330,8	22 043,3	1 287,5

Explications des variations - Crédits 1995-1996 vs Crédits modifiés 1994-1995 :

Transfert

- Compression récurrente 1994-1995 à la suite du discours sur le budget : (590,0 K\$)
- Ajustement en fonction des projets à financer et des taux d'intérêt prévus : 2 693,2 K\$
- Réaménagements ministériels : (225,0 K\$)

NOTE

Les crédits de cet élément se subdivisent comme suit :

	1995-1996	1994-1995
Crédits directs	847,9 K\$	1 612,9 K\$
Service de dette	24 361,1 K\$	21 717,9 K\$

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 02 - AIDE À LA CULTURE ET AUX COMMUNICATIONS

ÉLÉMENT 02 - SOUTIEN À L'IMPLANTATION ET À L'AMÉLIORATION DES ÉQUIPEMENTS CULTURELS

Rétrospective et prospective

Rétrospective 1994-1995 Points saillants	Prospective 1995-1996 Points saillants
<p><u>Service de dette</u></p> <p>Le ministère a engagé 30 millions pour la réalisation de 32 projets.</p>	<p><u>Service de dette</u></p> <p>Au cours de l'exercice financier le ministère entend accélérer ses investissements majeurs dans les différentes sphères d'activité supportées par le Programme d'aide financière aux équipements culturels.</p>
<p><u>Crédits réguliers</u></p> <p>12 nouveaux projets au total ont été annoncés au cours de l'exercice financier.</p>	<p><u>Crédits réguliers</u></p> <p>Le ministère prévoit investir au niveau des besoins les plus pressants pour la concrétisation de 13 projets.</p>

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 02 - AIDE À LA CULTURE ET AUX COMMUNICATIONS

ÉLÉMENT 03 - SOUTIEN AU PATRIMOINE

Crédits par supercatégories (en K\$)

Supercatégorie	1995-1996 Crédits	Variation		1994-1995		
		Montant	%	Crédits modifiés	Dépenses probables	Variation
1. Rémunération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Fonctionnement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Transfert :						
- Rémunération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Fonctionnement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Capital	7 724,6	(3 080,0)	(28,5)	10 804,6	7 663,4	(3 141,2)
- Intérêt	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Support	1 700,2	(368,6)	(17,8)	2 068,8	2 068,8	0,0
5. Prêts, placements et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	9 424,8	(3 448,6)	(26,8)	12 873,4	9 732,2	(3 141,2)

Explications des variations - Crédits 1995-1996 vs Crédits modifiés 1994-1995 :

Transfert

- Compression récurrente 1994-1995 à la suite du discours sur le budget : (2 590,0 K\$)
- Ajustement pour l'entente Ville de Québec : 100,0 K\$
- Économies budgétaires 1995-1996 : (800,0 K\$)
- Réaménagements ministériels : (158,6 K\$)

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 02 - AIDE À LA CULTURE ET AUX COMMUNICATIONS

ÉLÉMENT 03 - SOUTIEN AU PATRIMOINE

Rétrospective et prospective

Rétrospective 1994-1995 Points saillants	Prospective 1995-1996 Points saillants
<p><u>RESTAURATION DES BIENS PATRIMONIAUX</u></p> <p><u>Milieus culturels de l'Est</u></p> <p>123 subventions ont été accordées à des propriétaires pour la restauration de bâtiments patrimoniaux pour un montant de 662 200 \$.</p> <p>Intégration des programmes d'aide à la restauration pour les villes de Québec et Beauport.</p> <p>Restauration de la maison Loiselle dans l'arrondissement historique de Trois-Rivières.</p> <p><u>Milieus culturels de l'Ouest</u></p> <p>Contribution à la restauration d'une vingtaine de monuments classés historiques (certains d'entre eux dans le cadre d'ententes pluriannuelles) et quelques propriétés de certains arrondissements, dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le Vieux Palais (L'Assomption); - l'Église St-Patrick (Montréal); - la Cathédrale Christ Church (Montréal); - trois bâtiments de l'arrondissement historique de La Prairie; - douze résidences du Village minier de Bourlamarque. <p>Ces contributions ont totalisé un montant de 950 500\$.</p> <p><u>PROJETS EN PATRIMOINE : MUNICIPALITÉS</u></p> <p><u>Milieus culturels de l'Est</u></p> <p>Par les ententes conclues avec des villes des milieux culturels de l'Est du Québec telles Québec, Charlesbourg, Beauport, Lévis et Trois-Rivières, le Ministère a consacré 5 398 900\$ pour le soutien à des activités patrimoniales.</p> <p><u>Milieus culturels de l'Ouest</u></p> <p>Poursuite d'ententes avec les MRC et les municipalités concernant notamment le soutien de centres d'interprétation, de cinq lieux de diffusion du patrimoine, de travaux archéologiques au Lac Leamy dans la région de Hull pour un montant total de 1 679 700\$.</p> <p><u>PROJETS EN PATRIMOINE : ORGANISMES</u></p> <p><u>Milieus culturels de l'Est</u></p> <p>Soutien à 75 projets à caractère historique, ethnologique et promotionnel. Des subventions totalisant 269 500\$ ont été versées.</p> <p><u>Milieus culturels de l'Ouest</u></p> <p>Soutien à 65 projets à caractère historique, ethnologique et à forte concentration archéologique au Nord-du-Québec. Des subventions totalisant 559 106 \$ ont été versées.</p>	<p><u>RESTAURATION DES BIENS PATRIMONIAUX</u></p> <p><u>Milieus culturels de l'Est</u></p> <p>La Ville de Charlesbourg et la MRC de l'Île-d'Orléans assumeront la gestion d'un programme conjoint de restauration sur leur territoire.</p> <p>Projet de restauration pour le manoir Fraser de Rivière-du-Loup.</p> <p>Décision gouvernementale à prendre sur l'avenir de Place-Royale au regard de sa gestion, de sa restauration et de son interprétation.</p> <p><u>Milieus culturels de l'Ouest</u></p> <p>Poursuite des travaux déjà amorcés en priorisant les projets reportés de l'année précédente. Spécifiquement, la mise en valeur des propriétés des Sulpiciens à Montréal, la mise aux normes du Haskell Free Library and Opera House en Estrie.</p> <p><u>PROJETS EN PATRIMOINE : MUNICIPALITÉS</u></p> <p><u>Milieus culturels de l'Est</u></p> <p>Préparation de projets d'entente avec les Villes de Québec, Rivière-du-Loup et Trois-Rivières.</p> <p>Signature d'ententes triennales en patrimoine avec les municipalités de Percé et de Havre Aubert.</p> <p>Poursuite de l'entente en patrimoine et intégration éventuelle dans une entente élargie avec la Ville de Lévis.</p> <p><u>Milieus culturels de l'Ouest</u></p> <p>Consolidation de partenariat se traduisant par la signature de nouvelles ententes avec certaines municipalités.</p> <p>Pour l'Outaouais, la poursuite de la revitalisation des centres-villages de trois municipalités et l'organisation d'un symposium sur la question dans la MRC Papineau.</p> <p><u>PROJETS EN PATRIMOINE : ORGANISMES</u></p> <p><u>Milieus culturels de l'Est</u></p> <p>Les projets reliés à la diffusion du patrimoine seront notamment priorités.</p> <p><u>Milieus culturels de l'Ouest</u></p> <p>La structuration des organismes et le développement de moyens spécifiques de sensibilisation des néo-québécois à l'héritage culturel du Québec seront priorités.</p>

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 02 - AIDE À LA CULTURE ET AUX COMMUNICATIONS

ÉLÉMENT 04 - SOUTIEN À L'ACTION CULTURELLE

Crédits par supercatégories (en K\$)

Supercatégorie	1995-1996 Crédits	Variation		1994-1995		
		Montant	%	Crédits modifiés	Dépenses probables	Variation
1. Rémunération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Fonctionnement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Transfert :						
- Rémunération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Fonctionnement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Intérêt	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Support	48 756,1	(4 764,9)	(8,9)	53 521,0	53 792,6	271,6
5. Prêts, placements et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	48 756,1	(4 764,9)	(8,9)	53 521,0	53 792,6	271,6

Explications des variations - Crédits 1995-1996 vs Crédits modifiés 1994-1995 :

Transfert

- Compression récurrente 1994-1995 à la suite du discours sur le budget : (540,0 K\$)
- Économies budgétaires 1995-1996 : (3 300,0 K\$)
- Réaménagement pour répondre aux besoins du Conseil des arts et des lettres du Québec : (1 000,0 K\$)
- Réaménagement provenant des Musées du Québec et de la Civilisation pour le Musée de l'Amérique française : 1 250,0 K\$
- Réaménagement pour répondre aux besoins des médias communautaires et des médias autochtones : (1 427,0 K\$)
- Réaménagements ministériels : 252,1 K\$

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 02 - AIDE À LA CULTURE ET AUX COMMUNICATIONS

ÉLÉMENT 04 - SOUTIEN À L'ACTION CULTURELLE

Rétrospective et prospective

Rétrospective 1994-1995	Prospective 1995-1996
Points saillants	Points saillants
<p>Secrétariat administratif des milieux culturels</p> <p>Coordination de la gestion des programmes régionalisés en équipements culturels et Expérience de travail.</p> <p>Coordination du processus de formulation d'avis du MCC en relation avec la révision des schémas d'aménagement des municipalités régionales de comté. Le Ministère a formulé 60 avis.</p> <p>Gestion des collections archéologiques publiques et privées.</p> <p>Gestion du programme de remboursement de la taxe foncière pour les biens culturels classés. 332 propriétaires se sont partagés un montant de 190 500\$.</p> <p>Coordination du processus légal d'attribution de statut de bien culturel et tenue du Répertoire et du Registre des biens culturels.</p> <p>Mise en place d'un processus de systématisation des données et réaménagement des processus d'affaires.</p> <p>Tenue et mise à jour de l'inventaire des sites archéologiques du Québec (ISAQ).</p> <p>BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES</p> <p>Milieux culturels de l'Est et de l'Ouest</p> <p>Les subventions versées aux 154 bibliothèques autonomes du Québec ont totalisé 14 230 500 \$. Celles versées aux 11 centres régionaux de services aux bibliothèques publiques ont totalisé 7 755 700 \$, incluant l'aide financière spéciale pour le renouvellement des collections de livres. De plus, le Ministère a soutenu financièrement l'implantation de 5 nouvelles bibliothèques autonomes pour des subventions totales de 753 500 \$.</p> <p>FORMATION PROFESSIONNELLE EN ARTS DE LA SCÈNE</p> <p>Milieux culturels de l'Est</p> <p>Maintien de l'aide financière aux écoles de formation en musique et en danse et aux camps musicaux sur l'ensemble du territoire de l'Est. 44 organismes ont reçu des subventions totalisant 816 700\$.</p> <p>Milieux culturels de l'Ouest</p> <p>Maintien de l'aide financière aux écoles de formation en musique et en danse et aux camps musicaux sur l'ensemble du territoire de l'Ouest. 28 organismes ont reçu des subventions totalisant 676 000 \$. De plus, 9 organismes de formation professionnelle ont reçu des subventions de 3 421 100 \$.</p> <p>DIFFUSION DES ARTS DE LA SCÈNE</p> <p>Milieux culturels de l'Est</p> <p>L'année a été marquée par une concertation accrue des diffuseurs majeurs de la région de Québec. 59 organismes ont reçu des subventions totalisant 1 549 138 \$.</p> <p>Poursuite du projet de déduction à la source pour le personnel de la Fonction publique, parapublique et municipale des régions de Québec et de Chaudières-Appalaches pour leur permettre de planifier leurs sorties culturelles.</p>	<p>Secrétariat administratif des milieux culturels</p> <p>Poursuite des mandats au niveau de la coordination des programmes régionalisés en équipements culturels.</p> <p>Poursuite des mandats reliés à l'attribution de statut de bien culturel et du Répertoire et du Registre des biens culturels.</p> <p>Continuité dans l'action amorcée à l'égard de l'inventaire des sites archéologiques et de la gestion des collections.</p> <p>Implantation des outils permettant de réaliser le réaménagement des processus d'affaires du MCC.</p> <p>Poursuite de l'action amorcée au niveau des schémas d'aménagement, traitement d'une soixantaine de propositions de schémas d'aménagement révisés (PSAR).</p> <p>BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES</p> <p>Milieux culturels de l'Est et de l'Ouest</p> <p>Dans le cadre du programme d'Aide financière à l'implantation de bibliothèques publiques autonomes, le parachèvement de quatre bibliothèques est prévu, soit Asbestos, Cap-Rouge, La Plaine et Saint-Georges.</p> <p>FORMATION PROFESSIONNELLE EN ARTS DE LA SCÈNE</p> <p>Milieux culturels de l'Est</p> <p>Maintien des programmes et de l'expertise-conseil des directions régionales auprès des clientèles.</p> <p>Milieux culturels de l'Ouest</p> <p>Maintien des programmes et de l'expertise-conseil des directions régionales auprès des clientèles.</p> <p>Mise à jour du Plan de développement 1995-1996 du Centre d'art d'Orford et du Camp musical d'Asbestos.</p> <p>DIFFUSION DES ARTS DE LA SCÈNE</p> <p>Milieux culturels de l'Est</p> <p>Maintien du programme et de l'expertise-conseil des directions régionales, notamment pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> la mise en marché pour les diffuseurs spécialisés; la réalisation d'activités à caractère international; la réalisation d'activités auprès du jeune public. <p>Élaboration d'une entente triennale avec le réseau régional, ROSEQ.</p>

Rétrospective 1994-1995 Points saillants	Prospective 1995-1996 Points saillants
<p><u>Milieus culturels de l'Ouest</u></p> <p>Consolidation des réseaux de diffusion pour l'ensemble des régions.</p> <p>77 organismes de diffusion ont reçu des subventions totalisant 2 273 000\$.</p> <p>MÉTIERS D'ART</p> <p><u>Milieus culturels de l'Est et de l'Ouest</u></p> <p>Dans le cadre du plan national de formation en métiers d'art, le Ministère a soutenu au fonctionnement et au projet 12 centres de recherche, de diffusion et d'innovation en métiers d'art dont 6 sont à Montréal et 6 autres à Québec. Des crédits de 1 147 200\$ ont été affectés à ces centres.</p> <p>MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION</p> <p><u>Milieus culturels de l'Est et de l'Ouest</u></p> <p>Le Ministère a subventionné 52 institutions sur l'ensemble du territoire québécois pour un montant de 7 364 200\$.</p> <p>Soutien aux activités de la Cinémathèque québécoise pour 1 450 000\$.</p> <p>MUSÉES INTERMÉDIAIRES</p> <p><u>Milieus culturels de l'Est et de l'Ouest</u></p> <p>Six musées intermédiaires, situés à Québec, Trois-Rivières et Montréal, ont reçu des subventions totalisant 4 495 900\$.</p> <p>Mise en chantier du Musée des arts et traditions populaires à Trois-Rivières.</p> <p>Construction du Musée du bronze à Inverness.</p> <p>ÉVÉNEMENTS MAJEURS</p> <p><u>Milieus culturels de l'Est et de l'Ouest</u></p> <p>Soutien à 10 événements majeurs pour un budget totalisant 640 660 \$.</p> <p>AIDE À LA CONCERTATION</p> <p><u>Milieus culturels de l'Est et de l'Ouest</u></p> <p>Les 11 CRC reconnus et la Conférence nationale des CRC ont reçu des subventions totalisant 1,6 M\$. Par ailleurs, le CRC Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et le Conseil de la Radissonie ont été subventionnés au projet pour un montant totalisant 40 000\$.</p> <p>Élaboration d'une entente triennale avec le Conseil de la nation Attikamekw qui a permis la réalisation d'activités culturelles et les études préalables à l'implantation de maisons de continuité à Wemotaci et Opticawan.</p> <p>Poursuite de l'entente de trois ans avec l'Institut Avataq.</p> <p>Participation des directions régionales du Ministère au processus de planification stratégique en vue de la signature d'ententes-cadre.</p>	<p><u>Milieus culturels de l'Ouest</u></p> <p>Maintien du programme et de l'expertise-conseil des directions régionales, notamment pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> la mise en marché pour les diffuseurs spécialisés; la réalisation d'activités à caractère international; la réalisation d'activités auprès du jeune public. <p>Élaboration d'une entente triennale avec Réseau-Scène.</p> <p>MÉTIERS D'ART</p> <p><u>Milieus culturels de l'Est et de l'Ouest</u></p> <p>Le Ministère poursuivra son soutien au fonctionnement et au projet des 12 centres de recherche, diffusion et innovation en métiers d'art tout en procédant à des ajustements du programme d'aide en vue de son application en 1996-1997, en conformité avec la révision du plan national de formation.</p> <p>MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION</p> <p><u>Milieus culturels de l'Est et de l'Ouest</u></p> <p>Maintien des programmes et de l'expertise-conseil des directions régionales auprès des clientèles.</p> <p>Mise en place d'une nouvelle procédure d'accréditation des institutions muséales et réalisation d'une évaluation nationale.</p> <p>Mise en chantier du Musée minéralogique et minier de Thetford Mines.</p> <p>Soutien aux activités de la Cinémathèque québécoise pour 1 450 000\$.</p> <p>MUSÉES INTERMÉDIAIRES</p> <p><u>Milieus culturels de l'Est et de l'Ouest</u></p> <p>Maintien de l'aide financière aux musées intermédiaires.</p> <p>Ouverture du Musée des arts et traditions populaires prévue pour le printemps 1996.</p> <p>Ouverture du Musée du bronze prévue en juin 1995.</p> <p>ÉVÉNEMENTS MAJEURS</p> <p><u>Milieus culturels de l'Est et de l'Ouest</u></p> <p>Maintien des programmes et de l'expertise-conseil des directions régionales auprès des clientèles, en conformité avec les mandats du Ministère.</p> <p>AIDE À LA CONCERTATION</p> <p><u>Milieus culturels de l'Est et de l'Ouest</u></p> <p>Maintien de l'aide au fonctionnement accordée à ces organismes et reconnaissance du CRC de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.</p> <p>Signature d'une entente triennale de développement avec la Société Abitibi-Matचितेweia pour la diffusion de la culture algonquienne.</p> <p>Renouvellement de l'entente avec l'Institut Avataq.</p> <p>Participation des directions régionales du Ministère au processus de planification stratégique en vue de la signature d'ententes-cadre. Élaboration et signature d'ententes spécifiques.</p>

Rétrospective 1994-1995 Points saillants	Prospective 1995-1996 Points saillants
<p>Participation du Ministère au Comité MCC-Union des municipalités mandaté pour élaborer un cadre d'ententes de développement culturel.</p> <p><u>AMÉLIORATION DE L'INTERVENTION RÉGIONALE</u></p> <p><u>Milieux culturels de l'Est et de l'Ouest</u></p> <p>Soutien à différents projets reliés notamment à la promotion, à l'animation et à la diffusion. Au total, 41 organismes se sont partagés 332 145 \$.</p> <p><u>SENSIBILISATION DES JEUNES AUX ARTS ET À LA CULTURE EN MILIEUX SCOLAIRES</u></p> <p><u>Milieux culturels de l'Est et de l'Ouest</u></p> <p>La gestion du programme «Les artistes à l'école» est assumée en grande partie par les directions régionales. En 1994-1995, 83 artistes ont obtenu une subvention dans le cadre de ce programme pour un montant de 500 000\$. À la fin de l'année, environ 541 écoles auront été visitées et 842 ateliers réalisés. Il y a eu ouverture du programme aux organismes de production, sans but lucratif et subventionnés par le ministère ou le CALQ.</p>	<p>Approbation éventuelle de la norme relative au nouveau cadre d'ententes de développement culturel par le Conseil du Trésor et mise en application progressive de ce nouveau cadre, le cas échéant. Une quinzaine de municipalités pourraient être intéressées à conclure une entente de développement culturel en 1995-1996.</p> <p><u>AMÉLIORATION DE L'INTERVENTION RÉGIONALE</u></p> <p><u>Milieux culturels de l'Est et de l'Ouest</u></p> <p>Les subventions qui seront consenties devront porter en priorité sur l'aide à l'action culturelle municipale.</p> <p><u>SENSIBILISATION DES JEUNES AUX ARTS ET À LA CULTURE EN MILIEUX SCOLAIRES</u></p> <p><u>Milieux culturels de l'Est et de l'Ouest</u></p> <p>En 1995-1996, on procédera à la déconcentration complète du programme dont les objectifs principaux seront de favoriser la reconnaissance des créateurs régionaux, augmenter le nombre de jours-animation et favoriser une meilleure collaboration entre le milieu scolaire et culturel de chaque région.</p> <p>Il est aussi prévu de procéder à l'informatisation du répertoire.</p>

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 03 - INSTITUTIONS NATIONALES

DESCRIPTION DE LA MISSION (MANDAT)

Le programme 03 comprend trois éléments :

- Élément 01 : Archives nationales
- Élément 02 : Centre de conservation du Québec
- Élément 03 : Conservatoire de musique et d'art dramatique

Ce programme vise à favoriser l'enseignement des arts d'interprétation par l'intermédiaire du réseau des conservatoires, à favoriser la protection et la mise en valeur du patrimoine archivistique, à assurer l'information, la sensibilisation, l'expertise et la restauration dans le domaine des biens culturels.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 03 - INSTITUTIONS NATIONALES

ÉLÉMENT 01 - ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC

Crédits par supercatégories (en K\$)

Supercatégorie	1995-1996 Crédits	Variation		1994-1995		
		Montant	%	Crédits modifiés	Dépenses probables	Variation
1. Rémunération	5 035,7	(658,5)	(11,6)	5 694,2	5 513,2	(181,0)
2. Fonctionnement	5 274,9	(251,8)	(4,6)	5 526,7	5 166,6	(360,1)
3. Capital	51,0	(34,3)	(40,2)	85,3	69,6	(15,7)
4. Transfert :						
- Rémunération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Fonctionnement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Intérêt	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Support	699,3	20,0	2,9	679,3	679,3	0,0
5. Prêts, placements et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	11 060,9	(924,6)	(7,7)	11 985,5	11 428,7	(556,8)

Explications des variations - Crédits 1995-1996 vs Crédits modifiés 1994-1995 :

Rémunération

- Compression récurrente 1994-1995 à la suite du discours sur le budget : (113,0 K\$)
- Ajustement pour boni au rendement et gains de productivité pour les cadres : 20,1 K\$
- Économies budgétaires 1995-1996 : (520,0 K\$)
- Réaménagements ministériels : (45,6 K\$)

Fonctionnement

- Compression récurrente 1994-1995 à la suite du discours sur le budget : (221,8 K\$)
- Économies budgétaires 1995-1996 : (30,0 K\$)

Capital

- Compression récurrente 1994-1995 à la suite du discours sur le budget : (34,3 K\$)

Transfert

- Réaménagements ministériels : 20,0 K\$

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 03 - INSTITUTIONS NATIONALES

ÉLÉMENT 01 - ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC

Rétrospective et prospective

Rétrospective 1994-1995 Points saillants	Prospective 1995-1996 Points saillants
<p>Fonctionnement</p> <p>1. Archives privées</p> <p>Agrément de cinq centres d'archives privées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Société du patrimoine des Beaucerons, Saint-Joseph - 1^{er} mai 1994 - Centre régional d'archives de Lanaudière - 28 octobre 1994 - Société d'histoire d'Amos - 3 novembre 1994 - Société historique de la Côte-Nord, Baie-Comeau 2 mars 1995 - Société d'histoire de Roberval <p>Nombre total de centres agréés : 21</p> <p>2. Archives gouvernementales et judiciaires</p> <p>L'application des calendriers de conservation a permis l'élimination de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 5 000 mètres linéaires de documents entreposés au Centre de documents semi-actifs - 460 m.l. dans les centres des ANQ <p>Elle a permis le versement aux ANQ de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 900 m.l. de documents provenant des ministères et organismes gouvernementaux - 152 m.l. d'archives judiciaires <p>Vingt-trois ministères et organismes ont commencé la réalisation du calendrier de conservation de leurs banques de données; six calendriers ont été approuvés par les ANQ.</p> <p>3. Systèmes informatiques des ANQ et archives informatiques</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fin de la formation du personnel des centres des ANQ. - Optimisation du système de gestion des archives historiques pour améliorer le temps/réponse. <p>Concernant les archives informatiques du gouvernement, début d'un projet de conversion des banques de données sur un support et un format uniques. Le projet se développera sur plusieurs années.</p> <p>4. Diffusion</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3 ouvrages (Guides ou inventaires d'archives, ont été édités) - 9 dépliants promotionnels ont été produits - 37 instruments de recherche ont été produits, dont 1 publié 	<p>Fonctionnement</p> <p>1. Archives privées</p> <p>Trois services d'archives ont déjà demandé l'agrément, deux s'appêtent à le faire. Nous ne prévoyons toutefois pas agréer de nouveaux services; si nous le faisons aucune aide financière ne sera prévue pour la première année.</p> <p>Signature d'une entente avec la Société d'archives Sagamie, prévue en juin 1995. Objectif poursuivi : partage de ressources pour faciliter la gestion des archives privées et publiques de la région. Démarche semblable entreprise dans quelques autres régions : Mauricie-Bois-Francis, Outaouais et Côte-Nord.</p> <p>2. Archives gouvernementales et judiciaires</p> <p>Le Centre de conservation des documents actifs sera confié à l'entreprise privée, avec maintien en place du personnel et contrôle des opérations par les ANQ. L'application des calendriers de conservation devrait entraîner l'élimination de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 400 m.l. de dossiers dans les ministères et organismes gouvernementaux - 775 m.l. d'archives dans les palais de justice - 300 m.l. dans les centres des ANQ. <p>Accentuation du soutien aux ministères et organismes notamment par la diffusion d'un plan de classification type et par la mise à jour du recueil des délais de conservation des documents communs.</p> <p>Diffusion d'un guide sur la valeur patrimoniale des archives informatiques.</p> <p>3. Systèmes informatiques des ANQ et archives informatiques</p> <ul style="list-style-type: none"> - Perfectionnement du personnel à la suite de l'optimisation du système de gestion des archives historiques. - Projet pilote de diffusion du contenu des fonds d'archives via l'autoroute de l'information (Internet). - Ouverture aux chercheurs du système de gestion des archives historiques. <p>Poursuite du projet de conversion des archives informatiques et proposition, en fin d'exercice, sur le mode de gestion de ces archives.</p> <p>4. Diffusion</p> <p>Célébration du 75^e anniversaire des ANQ :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Exposition sur l'histoire des ANQ (Québec). - Exposition dans le cadre des Médiévales de Québec (collaboration du Musée de la civilisation).

Rétrospective 1994-1995 Points saillants	Prospective 1995-1996 Points saillants
<ul style="list-style-type: none"> - 14 expositions ont été présentées dans les centres des ANQ - 9 participations à des salons - 47 conférences et exposés ont été faits par le personnel - 54 articles ont été écrits par des employés ou grâce à leur collaboration - 10 activités de formation ont été organisées à l'intention du personnel des organismes publics - 175 groupes d'élèves ont visité les ANQ <p>Des documents ont été prêtés à diverses fins :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 32 pour des émissions de radio - 140 pour des émissions de télévision - 52 pour des articles de journaux - 315 pour des films - 270 pour des articles de périodiques - 630 pour d'autres publications - 1 226 pour des expositions au Québec - 246 pour des expositions hors Québec <p>Les ANQ ont été étroitement associées à la célébration du 50^e anniversaire de la Conférence de Québec.</p> <p>Les chercheurs avaient effectué 90 410 séances (demi-journées) de travail et consulté 436 123 documents en 1993-1994. Les données de 1994-1995 ne sont pas toutes compilées, mais l'augmentation semble avoir été d'environ 10 %.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Publication de l'inventaire des films de Maurice Proulx, à l'occasion du centenaire du cinéma. - Réédition d'un outil pédagogique très utilisé par les écoles : <i>Ton portefeuille archivistique</i>. - Réédition, en français, de <i>Normes et procédures archivistiques des Archives nationales du Québec</i>, ouvrage déjà traduit en quelques langues étrangères. <p>Dans le cadre de cet anniversaire, des activités publiques seront organisées dans chaque région, avec la participation des dirigeants du ministère ou des ANQ.</p>

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 03 - INSTITUTIONS NATIONALES

ÉLÉMENT 02 - CENTRE DE CONSERVATION DU QUÉBEC

Crédits par supercatégories (en K\$)

Supercatégorie	1995-1996 Crédits	Variation		1994-1995		
		Montant	%	Crédits modifiés	Dépenses probables	Variation
1. Rémunération	1 338,9	(24,2)	(1,8)	1 363,1	1 257,9	(105,2)
2. Fonctionnement	1 340,7	0,0	0,0	1 340,7	1 310,6	(30,1)
3. Capital	35,8	0,0	0,0	35,8	9,6	(26,2)
4. Transfert :						
- Rémunération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Fonctionnement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Intérêt	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Support	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Prêts, placements et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	2 715,4	(24,2)	(1,8)	2 739,6	2 578,1	(161,5)

Explications des variations - Crédits 1995-1996 vs Crédits modifiés 1994-1995 :

Rémunération

- Compression récurrente 1994-1995 à la suite du discours sur le budget : (59,4 K\$)
- Ajustement pour boni au rendement et gains de productivité pour les cadres : 2,2 K\$
- Réaménagements ministériels : 33,0 K\$

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 03 - INSTITUTIONS NATIONALES

ÉLÉMENT 02 - CENTRE DE CONSERVATION DU QUÉBEC

Rétrospective et prospective

Rétrospective 1994-1995 Points saillants	Prospective 1995-1996 Points saillants
<p><u>Fonctionnement</u></p> <p>Rentabilisation des équipements spécialisés : plus de 300,0 K\$ de contrats rémunérés.</p> <p><u>Formation</u></p> <p>Finalisation du projet de production de 17 vidéogrammes sur la conservation préventive en collaboration avec l'Université du Québec à Montréal (UQUAM) et l'Institut canadien de conservation.</p> <p>Accueil de sept stagiaires (deux Québécois, une Vénézuélienne, quatre Françaises) qui ont passé plus de 24 mois au CCQ.</p> <p><u>Restauration</u></p> <p>Près de 300 oeuvres et objets de toute nature sont sortis des ateliers du CCQ durant cette période.</p> <p><u>Information</u></p> <p>Campagne intensive de publicité sur le CCQ à l'occasion de son 15^e anniversaire : de nombreuses émissions de radio et de télévision et plusieurs articles dans les journaux et les revues spécialisées ont été produits à cette occasion.</p> <p>Contribution exceptionnelle d'une institution de taille modeste à la visibilité du ministère de la Culture et des Communications.</p>	<p><u>Fonctionnement</u></p> <p>Projet de modifier en celui d'agence gouvernementale le statut du Centre de conservation du Québec (CCQ); élaboration, négociation et mise en place des modalités administratives.</p> <p><u>Contrats rémunérés</u></p> <p>Finalisation du projet de consolidation du décor sculpté de la chapelle des Ursulines de Québec; début des travaux pour la restauration d'oeuvres d'art pour le musée de la Basilique de Sainte-Anne-de-Beaupré.</p> <p><u>Formation et information</u></p> <p>Accueil de cinq stagiaires. Mise en marché d'un logiciel sur la planification des mesures d'urgence en cas de sinistre.</p> <p><u>Restauration</u></p> <p>Maintien du rythme de croisière des services gratuits de restauration.</p> <p><u>Conservation préventive</u></p> <p>Mise en place d'un programme de collaboration continue avec les musées privés accrédités.</p>

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 03 - INSTITUTIONS NATIONALES

ÉLÉMENT 03 - CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET D'ART DRAMATIQUE DU QUÉBEC

Crédits par supercatégories (en K\$)

Supercatégorie	1995-1996 Crédits	Variation		1994-1995		
		Montant	%	Crédits modifiés	Dépenses probables	Variation
1. Rémunération	10 769,1	(899,8)	(7,7)	11 668,9	11 262,9	(406,0)
2. Fonctionnement	7 203,6	(279,9)	(3,7)	7 483,5	6 891,2	(592,3)
3. Capital	89,5	0,0	0,0	89,5	89,5	0,0
4. Transfert :						
- Rémunération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Fonctionnement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Intérêt	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Support	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Prêts, placements et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	18 062,2	(1 179,7)	(6,1)	19 241,9	18 243,6	(998,3)

Explications des variations - Crédits 1995-1996 vs Crédits modifiés 1994-1995 :

Rémunération

- Compression récurrente 1994-1995 à la suite du discours sur le budget : (300,3 K\$)
- Ajustement pour boni au rendement et gains de productivité pour les cadres : 22,1 K\$
- Transfert d'un poste et des crédits provenant du ministère de l'Éducation : 28,9 K\$
- Économies budgétaires 1995-1996 : (233,0 K\$)
- Réaménagements ministériels : (417,5 K\$)

Fonctionnement

- Compression récurrente 1994-1995 à la suite du discours sur le budget : (300,0 K\$)
- Réaménagements ministériels : 20,1 K\$

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 03 - INSTITUTIONS NATIONALES

ÉLÉMENT 03 - CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET D'ART DRAMATIQUE DU QUÉBEC

Rétrospective et prospective

Rétrospective 1994-1995 Points saillants	Prospective 1995-1996 Points saillants
<p>1- <u>Clientèle étudiante</u></p> <p><u>Conservatoires de musique:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Clientèle au 30 septembre 1994: 902 élèves - Reconnaissances accordées aux concours de sortie d'avril 1994: - 1^{er} Prix: 17 - 2^e Prix: 17 - Mention : 10 <p><u>Conservatoires d'art dramatique</u></p> <p>Clientèle étudiante au 30 septembre 1994: 57 élèves</p> <p>Finissants en mai 1994: 18</p>	<p>1- <u>Clientèle étudiante</u></p> <p>La clientèle étudiante devrait être relativement stable pour l'année 1995-1996.</p>
<p>2- <u>Régime pédagogique et programmes d'études</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Implantation du nouveau régime pédagogique et des nouveaux programmes d'études dans les conservatoires de musique en septembre 1994. - Révision du mode d'organisation des examens réguliers et terminaux dans les conservatoires de musique. - Implantation de la gestion informatisée des dossiers d'élèves au Conservatoire d'art dramatique de Montréal. 	<p>2- <u>Régime pédagogique et programmes d'études</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Formation des professeurs des conservatoires de musique relative aux nouveaux programmes d'études. - Mise sur pied d'une commission des études en art dramatique.
<p>3- <u>Révision du statut des conservatoires</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Adoption de la Loi sur le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec sanctionnée le 5 mai 1994. - Nomination des membres externes du premier conseil d'administration par le ministre de la Culture et des Communications et le ministre de l'Éducation. - Réalisation des travaux préparatoires nécessaires au soutien du Conseil d'administration pour la mise en oeuvre de la nouvelle corporation. - Cependant, considérant les réserves émises dans cette importante réforme, le gouvernement a dû surseoir à l'entrée en vigueur complète de la loi au cours de la présente année. 	<p>3. <u>Révision du statut des conservatoires</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'un processus permettant d'examiner les aménagements possibles qui pourraient être apportés à la loi, compte tenu des réserves qui ont été exprimées. - Au terme de cette démarche, un nouveau projet de loi pourrait être déposé à l'Assemblée nationale à l'automne 1995.

Rétrospective 1994-1995 Points saillants	Prospective 1995-1996 Points saillants
<p>4- <u>Gestion des ressources</u></p> <p>Dans le cadre du discours du budget, diverses mesures de rationalisation ont été effectuées:</p> <ul style="list-style-type: none"> - En matière de gestion des effectifs, les gains de productivité réalisés tant pour le personnel de soutien que pour le personnel enseignant, ont permis de maintenir l'offre de services auprès des clientèles du réseau des conservatoires au même niveau. - En ce qui concerne les budgets d'opération, un resserrement des dépenses relatives à l'organisation des jurys d'examens, au déplacement du personnel et à la réalisation des activités des conservatoires, a été effectué. - La relocalisation du conservatoire de Val-d'Or, en plus d'amener des économies budgétaires substantielles, a permis d'accentuer le soutien à une école de musique locale. - Le groupe de travail qui avait pour mandat de définir des règles ainsi que de proposer des orientations en matière de planification des investissements requis dans les domaines de l'entretien, la réparation, le remplacement et l'acquisition des instruments de musique a produit deux rapports dont l'un concerne le clavier et l'autre le basson. 	<p>4- <u>Gestion des ressources</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Compte tenu du contexte de raréfaction des ressources, les efforts permettant une gestion optimale des ressources devront être maintenus et ce, tout en s'assurant d'une répartition équitable de ces ressources entre les divers établissements constituant le réseau des conservatoires. - Poursuite des travaux du groupe de travail ayant pour mandat de proposer des orientations en matière de gestion des instruments de musique.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

DESCRIPTION DE LA MISSION (MANDAT)

Le programme 04 comprend dix éléments :

- Élément 01 : Commission des biens culturels
- Élément 02 : Bibliothèque nationale du Québec
- Élément 03 : Régie du cinéma
- Élément 04 : Musées nationaux
- Élément 05 : Société de la Place des Arts de Montréal et Société du Grand Théâtre de Québec
- Élément 06 : Société de développement des entreprises culturelles
- Élément 07 : Commission de reconnaissance des associations d'artistes
- Élément 08 : Régie des télécommunications
- Élément 09 : Société de radio-télévision du Québec
- Élément 10 : Conseil des arts et des lettres du Québec

Ce programme permet de soutenir financièrement, tant au fonctionnement qu'au service de la dette, les organismes et les sociétés d'État dont le rôle est de fournir des expertises en matière de patrimoine; de rassembler, de conserver de manière permanente et de diffuser le patrimoine documentaire québécois; d'assurer le contrôle et la surveillance du cinéma; de conserver et de mettre en valeur l'art québécois et international; de faire connaître l'histoire et les diverses composantes de notre civilisation; de mettre à la disposition d'artistes et de promoteurs de spectacles des équipements majeurs de diffusion de spectacles; d'aider à l'implantation et au développement des entreprises culturelles incluant les médias; de voir à l'application des lois sur le statut professionnel des artistes, à l'application de certaines dispositions sur la Loi sur la programmation éducative, la Loi sur la Société de radio-télévision du Québec et la Loi sur les cités et villes; d'établir, de posséder et d'exploiter un service de production de documents audiovisuels et de radio-télévision ainsi que de soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création, l'expérimentation et la production dans le domaine des arts et de la littérature.

Commission des biens culturels

Cet élément de programme concerne les activités de la Commission des biens culturels créée en 1972 par la Loi sur les biens culturels (L.R.Q., chapitre B-4).

La Commission est formée de douze (12) membres nommés par le gouvernement.

Dans l'exercice de ses fonctions d'aviseur et de conseiller, la Commission étudie annuellement environ 1 500 demandes d'avis relatives à la restauration, l'attribution de statuts juridiques, la recherche archéologique, etc.

À titre d'auditeur, la Commission est appelée à entendre, lors d'auditions, consultations et représentations, divers groupes d'intervenants et à faire part par la suite des recommandations à la ministre.

De plus, elle doit conseiller et aviser la ministre en vertu de la Loi sur les archives (art. 11, 16, 22).

Enfin, en vertu de la Loi sur les impôts (art. 710,2), la Commission est le seul organisme habilité à déterminer les montants admissibles aux déductions pour les gains en capital, pour les dons de biens ayant une valeur patrimoniale à des institutions muséales agréées.

Bibliothèque nationale du Québec

La Bibliothèque nationale du Québec, créée en 1967 et constituée en corporation en 1989 par la Loi sur la Bibliothèque nationale du Québec (L.R.Q., chapitre B-2.1) est dirigée par un conseil d'administration de neuf (9) membres nommés par le gouvernement.

Elle a pour fonctions de rassembler, de conserver de manière permanente et de diffuser le patrimoine documentaire québécois publié et tout document qui s'y rattache et qui présente un intérêt culturel ainsi que les documents relatifs au Québec et publiés à l'extérieur du Québec.

Régie du cinéma

La Régie du cinéma est un organisme administratif institué en vertu de l'article 123 de la Loi sur le cinéma (L.R.Q., chapitre C-18.1). Elle est constituée de trois (3) membres nommés par le gouvernement.

La Régie exerce un mandat de surveillance et de contrôle du cinéma. À cette fin, elle assume des fonctions de classement, selon l'âge des spectateurs auxquels il s'adresse, de tout film destiné à une présentation en public ou à faire l'objet d'un commerce au détail en vue d'un visionnement en privé; de délivrance de permis aux distributeurs, aux exploitants de salles de cinéma de même qu'aux commerçants au détail de matériel vidéo; de contrôle des droits de distribution des oeuvres cinématographiques en vue d'assurer le respect des droits d'auteur à l'occasion de leur présentation en public ou de leur commercialisation sur support vidéo ou autre support similaire.

Elle exerce, enfin, des pouvoirs d'enquête et d'inspection afin de contrôler l'observance de la loi dans les établissements qui sont régis par celle-ci, soit les lieux de présentation de films en public et les commerces au détail de matériel vidéo.

DESCRIPTION DE LA MISSION (MANDAT)

Musées nationaux

La loi sur les musées nationaux (L.R.Q., chapitre M-44), sanctionnée en 1983, instituait en corporation le Musée du Québec, le Musée de la civilisation et le Musée d'art contemporain de Montréal. Le Musée des beaux-arts de Montréal est une corporation assujettie à la Loi sur le Musée des beaux-arts de Montréal (L.R.Q., chapitre M-42).

Chacun des musées d'État est administré par un conseil d'administration de neuf (9) membres nommés par le gouvernement.

Le Musée des beaux-arts de Montréal est administré par un conseil d'administration de vingt-et-un (21) membres dont neuf (9) nommés par le gouvernement.

Fondé en 1933, le Musée du Québec a pour fonctions de faire connaître, de promouvoir et de conserver l'art québécois de toutes les périodes et d'assurer une présence de l'art international par des acquisitions, des expositions et d'autres activités d'animation.

Ouvert au public depuis 1988, le Musée de la civilisation a pour mission de faire connaître l'histoire et les diverses composantes de notre civilisation, notamment, les cultures matérielle et sociale des occupants du territoire québécois et celles qui les ont enrichies; d'assurer la conservation et la mise en valeur de la collection ethnographique et des autres collections représentatives de notre civilisation; d'assurer une présence du Québec dans le réseau international des manifestations muséologiques.

Le Musée d'art contemporain de Montréal a pour mandat, depuis 1968, de faire connaître, de promouvoir et de conserver l'art québécois contemporain et d'assurer une présence de l'art contemporain international par des acquisitions, des expositions et d'autres activités d'animation.

Le Musée des beaux-arts de Montréal a pour fonctions d'encourager les arts plastiques, de diffuser les connaissances artistiques, d'acquérir, de conserver, de collectionner, de mettre en valeur et d'exposer des oeuvres d'art.

Société de la Place des Arts de Montréal et Société du Grand Théâtre de Québec

Cet élément de programme concerne les activités relatives à ces sociétés d'État constituées en vertu de la Loi respective :

Loi sur la Société de la Place des Arts de Montréal (L.R.Q., chapitre S-11.03).

Loi sur la Société du Grand Théâtre de Québec (L.R.Q., chapitre S-14.01).

Chacune de ces sociétés est administrée par un conseil d'administration de neuf (9) membres nommés par le gouvernement.

Créées respectivement en 1964 et en 1968, elles ont pour fonctions d'administrer leur institution ainsi que de présenter, monter et produire des spectacles aux fins du rayonnement des arts de la scène.

Société de développement des entreprises culturelles (SODEC)

Cet élément de programme concerne les activités découlant de la Loi sur la Société de développement des entreprises culturelles (1994, chapitre 21).

Les affaires de la Société sont administrées par un conseil d'administration composé de onze (11) membres nommés par le gouvernement.

Instituée le 1^{er} avril 1995, la Société de développement des entreprises culturelles a pour objets de promouvoir et de soutenir, dans toutes les régions du Québec, l'implantation et le développement des entreprises culturelles, y compris les médias, et de contribuer à accroître la qualité des produits et services et la compétitivité de ceux-ci au Québec, dans le reste du Canada et à l'étranger. Ses interventions se font par le financement d'entreprises au moyen de prêts, de garanties de prêts ou d'investissements et par des programmes d'aide financière s'adressant à des industries culturelles des secteurs du cinéma et de la production télévisuelle, du disque et du spectacle québécois de variétés, du livre et de l'édition spécialisée ainsi que des métiers d'art.

Commission de reconnaissance des associations d'artistes

La Commission de reconnaissance des associations d'artistes a été instituée en 1987 par la Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma (L.R.Q., chapitre S-32.1).

La Commission est composée de trois (3) membres nommés par le gouvernement.

Elle a pour responsabilité de décider de toute demande relative à la reconnaissance d'une association d'artistes; de statuer sur la conformité des règlements des associations reconnues en ce qui concerne les conditions d'admissibilité et de veiller à l'application de ces règlements; de désigner un médiateur à la demande d'une partie à la négociation d'une entente collective; d'aviser la ministre sur toute question relative à la Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma.

Elle exerce également ses pouvoirs pour l'application du chapitre II de la Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et sur leurs contrats avec les diffuseurs (L.R.Q., chapitre S-32.01) en vue de déterminer l'association représentative des domaines visés par la loi.

Régie des télécommunications

La Régie des télécommunications, instituée le 9 novembre 1988 (L.R.Q., chapitre R-8.01), a pour fonctions la régulation économique et technique des services de télécommunications sous juridiction québécoise.

La Régie doit intervenir dans diverses matières autres que celles implicitement prévues dans sa loi constitutive.

DESCRIPTION DE LA MISSION (MANDAT)

Ces mandats lui sont conférés, entre autres, par la Charte de la Ville de Montréal qui oblige la Commission des services électriques de cette ville à faire approuver les plans et devis de construction des conduits souterrains, avec appel possible à la Régie pour les usagers concernant les tarifs chargés par cette commission pour l'utilisation de ses conduits; par la Loi sur Hydro-Québec qui peut requérir de la Régie de déterminer la répartition des coûts des travaux effectués par l'Hydro à l'intérieur d'un territoire municipal; par la Loi sur la programmation éducative et la Loi sur la Société de radio-télévision du Québec qui exigent de cette dernière de faire déclarer éducative, avec preuve à l'appui, sa programmation télévisuelle; et, enfin, par la Loi sur les cités et villes ou le Code municipal ainsi que certaines chartes de villes du Québec relatives au pouvoir de la Régie d'approuver la réglementation concernant l'usage conjoint d'utilités publiques ou la constitution de commissions de services électriques.

La Régie se compose de trois régisseurs dont un président et une vice-présidente.

Société de radio-télévision du Québec

La Société de radio-télévision du Québec est une corporation au sens du Code civil. Créée en 1968 en vertu de la Loi sur la Société de radio-télévision du Québec (L.R.Q., chapitre S-11.1), la Société a principalement pour mandat d'établir et d'exploiter une entreprise de radio-télévision éducative sur l'ensemble du territoire québécois. Elle est une télévision publique autorisée à produire, coproduire, acquérir et diffuser une programmation diversifiée.

Son conseil d'administration est composé d'un président, du président-directeur général de la Société, de onze (11) administrateurs et administratrices dont sept (7) représentent différentes régions du Québec, d'un représentant des milieux culturels de l'éducation et d'un représentant choisi parmi les employés. Le Conseil est constitué de trois (3) comités : le comité exécutif, le comité de programmation et le comité de vérification.

Le Conseil des arts et des lettres du Québec

La Loi sur le Conseil des arts et des lettres du Québec instituait, en 1992, le Conseil des arts et des lettres du Québec administré par un conseil d'administration de treize (13) membres nommés par le gouvernement et représentatifs des milieux des arts et des lettres.

Il a pour mission de soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création, l'expérimentation et la production dans les domaines de sa compétence et d'en favoriser le rayonnement au Québec, au Canada et à l'étranger ainsi que le perfectionnement des artistes dans les domaines de sa compétence.

Ses domaines de compétence sont les arts visuels, les métiers d'art, la littérature, les arts d'interprétation, les arts multidisciplinaires et multimédias, les arts médiatiques et la recherche architecturale.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT 01 - COMMISSION DES BIENS CULTURELS

Crédits par supercatégories (en K\$)

Supercatégorie	1995-1996 Crédits	Variation		1994-1995		
		Montant	%	Crédits modifiés	Dépenses probables	Variation
1. Rémunération	244,5	(70,4)	(22,4)	314,9	312,4	(2,5)
2. Fonctionnement	134,8	(41,0)	(23,3)	175,8	160,9	(14,9)
3. Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Transfert :						
- Rémunération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Fonctionnement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Intérêt	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Support	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Prêts, placements et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	379,3	(111,4)	(22,7)	490,7	473,3	(17,4)

Explications des variations - Crédits 1995-1996 vs Crédits modifiés 1994-1995 :

Rémunération

- Ajustement pour boni au rendement et gains de productivité pour les cadres : 4,6 K\$
- Économies budgétaires 1995-1996 : (70,0 K\$)
- Réaménagements ministériels : (5,0 K\$)

Fonctionnement

- Compression récurrente 1994-1995 à la suite du discours sur le budget : (11,0 K\$)
- Économies budgétaires 1995-1996 : (30,0 K\$)

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT 01 - COMMISSION DES BIENS CULTURELS DU QUÉBEC

Rétrospective et prospective

Rétrospective 1994-1995	Prospective 1995-1996
Points saillants	Points saillants
<p>Environ 330 demandes d'avis relatifs à la restauration des biens immeubles, 117 avis concernant les contributions et subventions, 4 avis concernant les protocoles d'entente avec les municipalités, 77 avis concernant les recherches archéologiques, 18 avis concernant la restauration de biens culturels, 3 auditions et consultations, 7 avis relatifs à l'agrément de centres d'archives</p> <p>Collaboration à l'organisation d'un colloque sur l'archéologie au Québec (29 et 30 avril 1994). Publication des actes du colloque (novembre 1994).</p> <p>Organisation d'un colloque sur la conservation des biens mobiliers (21 octobre 1994).</p> <p>Publication du premier numéro de la série «<u>Réflexion</u>» portant sur «<u>Pointe-à-Carcy, Principes d'aménagement et d'intervention</u>».</p> <p>Poursuite de la publication du bulletin «<u>Patrimoine</u>».</p> <p>Publication de l'historique de la Commission «<u>La passion du patrimoine</u>», les Éditions du Septentrion, 300 p., 71 illustrations, 9 cartes.</p> <p>Édition d'un numéro spécial sur le patrimoine québécois dans la revue française «<u>Monuments historiques</u>».</p> <p>Production de textes sur les biens culturels mobiliers protégés en vue de leur publication dans le Tome III de «<u>Les chemins de la mémoire</u>».</p> <p>Groupe de travail sur le patrimoine religieux au Québec.</p>	<p>Avis relatifs à la restauration des biens culturels, aux permis de recherche archéologique, à l'accréditation de musées et à l'agrément de centres d'archives. Auditions et consultations.</p> <p>Document de réflexion sur la pratique archéologique et sur les modifications nécessaires à la loi et au règlement.</p> <p>Publication des résultats du colloque sur la conservation dans la série «<u>Réflexion</u>» et consultation du milieu concerné.</p> <p>Publication des recommandations dans la série «<u>Réflexion</u>» et consultation du milieu archéologique.</p> <p>Continuer la publication du bulletin «<u>Patrimoine</u>».</p> <p>Lancement de «<u>La passion du patrimoine</u>».</p> <p>Lancement en mai du numéro 196 «<u>Monuments historiques</u>» associé au patrimoine québécois.</p> <p>Production de textes pour le Tome III de «<u>Les chemins de la mémoire</u>».</p> <p>Publication du rapport du groupe de travail sur le patrimoine religieux au Québec.</p>

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT 02 - BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DU QUÉBEC

Crédits par supercatégories (en K\$)

Supercatégorie	1995-1996 Crédits	Variation		1994-1995		
		Montant	%	Crédits modifiés	Dépenses probables	Variation
1. Rémunération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Fonctionnement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Transfert :						
- Rémunération	5 986,6	(94,0)	(1,5)	6 080,6	5 960,6	(120,0)
- Fonctionnement	3 810,7	(320,0)	(7,7)	4 130,7	3 910,7	(220,0)
- Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Intérêt	10,0	5,0	10,0	5,0	5,0	0,0
- Support	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Prêts, placements et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	9 807,3	(409,0)	(4,0)	10 216,3	9 876,3	(340,0)

Explications des variations - Crédits 1995-1996 vs Crédits modifiés 1994-1995 :

Transfert

- Compression récurrente 1994-1995 à la suite du discours sur le budget : (240,0 K\$)
- Ajustement pour boni au rendement et gains de productivité pour les cadres : 26,0 K\$
- Économies budgétaires 1995-1996 : (200,0 K\$)
- Ajustement pour le maintien des actifs : 5,0 K\$

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT 02 - BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DU QUÉBEC

Rétrospective et prospective

Rétrospective 1994-1995	Prospective 1995-1996
Points saillants	Points saillants
<p>La Bibliothèque nationale du Québec a signé des ententes avec SDM (Services documentaires multimédias) pour le dépôt légal des logiciels et des documents électroniques et pour l'indexation des périodiques québécois. Afin de compléter ses collections de documents récemment soumis au dépôt légal, la Bibliothèque nationale a accepté des dons d'une valeur de 2 300 000 \$. Un comité dont le mandat vise à mettre en oeuvre les moyens d'atteindre l'exhaustivité des collections a amorcé ses activités.</p> <p>La Bibliothèque a acquis plusieurs fonds de manuscrits d'écrivains. Elle a signé une entente avec la Bibliothèque nationale du Canada afin de microfilmer le fonds Saint-Denys-Garneau.</p> <p>Afin de répondre à des besoins croissants, la Bibliothèque a accru la puissance de son équipement informatique. Elle a signé une entente visant à produire un CD-ROM de sa base de données bibliographiques ainsi que des mises à jour.</p> <p>La restructuration administrative en cours a franchi un nouveau pas, suite à la mise en place d'un nouvel organisme.</p> <p>Dans le cadre d'une entente, la Bibliothèque a accueilli une stagiaire de la Bibliothèque nationale de Russie.</p> <p>La Bibliothèque a soumis au ministre de la Culture et des Communications un nouveau projet de construction qui concilie ses mandats de diffusion et de conservation avec la réalité économique actuelle.</p> <p>La Bibliothèque a organisé plusieurs expositions et elle a accueilli de nombreuses manifestations culturelles. Elle a publié plusieurs documents dont la Bibliographie du Québec, le Tome XXV de la Bibliographie rétrospective, le Fichier d'autorités sur microfiches, les Statistiques de l'édition 1993, le Répertoire des numéros ISBN, le Catalogue des partitions musicales, le Catalogue des microéditions, le Cadre de classement des publications gouvernementales, le Répertoire du fonds Albert-Ferland et le bulletin À rayons ouverts.</p>	<p>La Bibliothèque poursuivra la consolidation du dépôt légal des documents ajoutés lors de la révision du Règlement et continuera de recevoir les dons qui lui permettent de compléter progressivement les collections respectives faisant partie du patrimoine documentaire publié québécois. Les travaux du comité sur l'exhaustivité des collections se poursuivront.</p> <p>La Bibliothèque assurera le traitement, la conservation et la diffusion des documents acquis par dépôt légal, achat, dons et échanges.</p> <p>La Bibliothèque organisera plusieurs expositions et accueillera des manifestations culturelles. Elle compte publier plusieurs documents dont la Bibliographie du Québec, les Statistiques de l'édition 1994, le Guide des normes ISBN, le Catalogue des partitions musicales, les Bibliothèques nationales de la francophonie, le Répertoire du fonds Cécile-Chabot, le Catalogue des estampes Tome I, le Répertoire des livres d'artistes, le Guide des usagers, le Guide des collections, deux guides préparés en collaboration avec la CRÉPUQ et le bulletin À rayons ouverts.</p> <p>La Bibliothèque poursuivra ses démarches afin que se concrétise l'un de ses objectifs prioritaires, c'est-à-dire l'aménagement d'un bâtiment assurant l'accomplissement de ses mandats dans des conditions favorables.</p> <p>La Bibliothèque poursuit activement sa réorganisation administrative par la mise en oeuvre d'audits de gestion à la Direction des communications et à la Direction de l'administration.</p> <p>La Bibliothèque souhaite numériser ses documents iconographiques afin de les rendre accessibles à toute la population par Internet, à l'instar de sa banque de données Iris.</p> <p>La Bibliothèque maintiendra des échanges avec les autres bibliothèques nationales.</p>

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT 03 - RÉGIE DU CINÉMA

Crédits par supercatégories (en K\$)

Supercatégorie	1995-1996 Crédits	Variation		1994-1995		
		Montant	%	Crédits modifiés	Dépenses probables	Variation
1. Rémunération	2 454,8	(118,1)	(4,6)	2 572,9	2 471,1	(101,8)
2. Fonctionnement	1 642,9	112,0	7,3	1 530,9	1 459,2	(71,7)
3. Capital	40,3	0,0	0,0	40,3	10,3	(30,0)
4. Transfert :						
- Rémunération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Fonctionnement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Intérêt	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Support	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Prêts, placements et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	4 138,0	(6,1)	(0,1)	4 144,1	3 940,6	(203,5)

Explications des variations - Crédits 1995-1996 vs Crédits modifiés 1994-1995 :

Rémunération

- Compression récurrente 1994-1995 à la suite du discours sur le budget : (51,2 K\$)
- Ajustement pour boni au rendement et gains de productivité pour les cadres : 15,1 K\$
- Économies budgétaires 1995-1996 : (113,0 K\$)
- Réaménagements ministériels : 31,0 K\$

Fonctionnement

- Compression récurrente 1994-1995 à la suite du discours sur le budget : (88,0 K\$)
- Réaménagements ministériels : 200,0 K\$

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT 03 - RÉGIE DU CINÉMA

Rétrospective et prospective

Rétrospective 1994-1995	Prospective 1995-1996
Points saillants	Points saillants
<p>Après avoir connu une augmentation de 44 % l'année précédente, on assiste, en 1994-1995, à une stabilisation, autour de 8 500, du nombre de films classés par catégories d'âges, avec un certain tassement des films en 35 mm destinés à la projection publique.</p> <p>Par contre, le nombre d'attestations de certificats de dépôts émises par la Régie - autocollants devant être apposés sur chaque exemplaire de matériel vidéo destiné au commerce au détail - atteint le chiffre record de 7,8 millions cette année, une augmentation de près de 50 % par rapport à 1993-1994.</p> <p>On note également une augmentation d'environ 19 % dans le nombre de permis en vigueur par rapport au dernier exercice. Plus de 50 % de cette augmentation est attribuable aux permis de commerçants au détail de matériel vidéo dont le nombre atteint 5 080.</p> <p>On estime à environ 6,0 M\$ les revenus perçus par la Régie en 1994-1995, soit une augmentation de 36 % par rapport à 1993-1994. Environ 85 % de cette augmentation est attribuable à la croissance soutenue du matériel vidéo destiné au commerce au détail. Ce niveau de revenus correspond à un taux d'autofinancement égal à 135 % de tous les coûts imputables à la Régie.</p>	<p>La Régie ne prévoit aucun changement dans le déroulement de ses activités en 1995-1996. Malgré l'augmentation qu'ont connu, jusqu'à présent, les activités reliées au contrôle de la commercialisation du matériel vidéo, rien n'indique qu'un plafond a été atteint. Les perspectives de revenus atteignant un niveau supérieur à l'autofinancement intégral de la Régie continuent donc d'être excellentes cette année.</p> <p>L'augmentation des activités suite à une demande accrue de services, l'application continue du plan de réduction des effectifs combinée au gel récurrent de crédits - malgré une augmentation nette des crédits budgétaires pour l'exercice 1995-1996 - vont continuer d'exercer une pression sur la Régie en vue d'un accroissement continu de la productivité de ses ressources.</p>

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT 04 - MUSÉES NATIONAUX

Crédits par supercatégories (en K\$)

Supercatégorie	1995-1996 Crédits	Variation		1994-1995		
		Montant	%	Crédits modifiés	Dépenses probables	Variation
1. Rémunération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Fonctionnement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Transfert :						
- Rémunération	21 750,6	(1 200,8)	(5,2)	22 951,4	22 971,4	20,0
- Fonctionnement	24 019,7	(3 029,9)	(11,2)	27 049,6	25 369,5	(1 680,1)
- Capital	9 086,1	553,1	6,5	8 533,0	8 533,0	0,0
- Intérêt	11 503,9	(522,6)	(4,3)	12 026,5	11 450,9	(575,6)
- Support	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Prêts, placements et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	66 360,3	(4 200,2)	(6,0)	70 560,5	68 324,8	(2 235,7)

Explications des variations - Crédits 1995-1996 vs Crédits modifiés 1994-1995 :

Transfert

- Compression récurrente 1994-1995 à la suite du discours sur le budget : (1 735,0 K\$)
- Ajustement pour boni au rendement et gains de productivité pour les cadres : 73,8 K\$
- Crédits non récurrents pour l'édifice Cité du Havre : (170,0 K\$)
- Crédits non récurrents pour les expositions permanentes : (412,3 K\$)
- Ajustement en fonction des projets à financer au service de la dette et des taux d'intérêt prévus : 30,5 K\$
- Économies budgétaires 1995-1996 : (1 000,0 K\$)
- Réaménagement pour le Musée de l'Amérique française : (1 250,0 K\$)
- Réaménagements ministériels : 262,8 K\$

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT 04 - MUSÉES NATIONAUX

Rétrospective et prospective

Rétrospective 1994-1995 Points saillants	Prospective 1995-1996 Points saillants
<p>MUSÉE DE LA CIVILISATION</p> <p>L'année qui se termine a été marquée par l'importance de sa programmation ; à ce titre, soulignons les expositions <u>«Trésors des Empereurs d'Autriche»</u>, <u>«La Nuit»</u>, <u>«Vive la mariée»</u> et pour les tout petits <u>«Boucle d'Or et les trois ours»</u> et la <u>«Fête autour du conte»</u>.</p> <p>Le Musée a également continué de soutenir le réseau des musées québécois en maintenant en itinérance une dizaine d'expositions dont les toutes récentes <u>«Trois pays dans une valise»</u> et <u>«Machins-trucs»</u>. Sur le plan international, il a présenté l'exposition <u>«Ingénieuse Afrique»</u> sur le continent africain au Bénin et en Côte-d'Ivoire, et celle-ci continuera sa tournée en 1995-1996 au Mali et au Sénégal.</p> <p>MUSÉE DU QUÉBEC</p> <p>Le Musée du Québec a présenté durant l'année 1994-1995 quinze expositions qui ont permis de mettre en valeur ses collections, de développer divers partenariats et d'actualiser le volet international de sa mission. Il s'est associé, notamment, avec la Ville de Québec pour la réalisation de l'exposition <u>«Québec plein la vue»</u>. Cette exposition mettait l'accent sur l'accessibilité du Québec auprès des différents groupes de visiteurs et regroupait des oeuvres majeures représentant la ville de Québec à diverses époques.</p> <p>L'année 1994-1995 a surtout été marquée par une révision complète de la présentation de la collection afin d'en réaffirmer l'importance auprès de notre public : nouveau parcours de l'art du Québec en deux salles; création d'une salle éducative avec une programmation exclusivement consacrée aux enfants; mise en place de la future salle d'histoire.</p> <p>À l'international, le Musée du Québec s'est associé avec le Whitney Museum of New York pour la présentation de l'exposition <u>«Calder»</u>, avec le MOMA pour une exposition sur l'oeuvre de Max Beckman et avec le Art Institute of Chicago pour l'exposition consacrée au photographe allemand Dieter Appelt.</p> <p>Le Musée a produit quatre expositions itinérantes qui ont été reçues dans huit musées québécois et deux musées canadiens. En outre, six expositions didactiques réunissant des oeuvres de la collection Prêt d'oeuvres d'art ont été organisées en collaboration avec les professeurs de six écoles.</p> <p>Par ailleurs, le Musée du Québec a été obligé, en dépit de ses efforts de rationalisation, de diminuer ses heures d'ouverture au public et de réduire des deux tiers son budget d'acquisitions d'oeuvres d'art.</p> <p>MUSÉE D'ART CONTEMPORAIN DE MONTRÉAL</p> <p>Au cours de l'année 1994-1995, le Musée a présenté, comme prévu, l'exposition <u>«Lavalin»</u>, première mise en valeur de la collection du même nom acquise en 1992. L'exposition circule présentement dans les régions du Québec en trois modules.</p> <p>Parmi la quinzaine d'autres expositions présentée, signalons la <u>«Rétrospective Henry Saxe»</u>, récipiendaire du Prix du Québec en arts visuels (Borduas), en 1994.</p> <p>Le Musée a, de façon significative, développé le volet expositions itinérantes au cours de l'année et accentué sa présence à l'extérieur du Québec.</p>	<p>MUSÉE DE LA CIVILISATION</p> <p>Pour la prochaine année, les principales expositions prévues sont <u>«Moderne malgré tout! le Québec de 1945 à 1960»</u>, <u>«Les hommes de fer d'Autriche impériale»</u>, <u>«Gengis Khan»</u>, <u>«La, La, La Chanson»</u> et <u>«La mort à vivre»</u>.</p> <p>Le Musée entend poursuivre ses efforts auprès de la clientèle touristique et accentuer le partenariat, principalement dans le secteur des expositions. À titre d'exemple, l'exposition <u>«Les hommes de fer d'Autriche impériale»</u> sera subséquentement présentée à Hull et à Vancouver alors que <u>«Gengis Khan»</u> arrivera après une tournée aux États-Unis.</p> <p>MUSÉE DU QUÉBEC</p> <p>En 1995-1996, le Musée du Québec priorisera le développement de ses collections. Il se dotera ainsi d'un budget adéquat pour l'acquisition d'oeuvres d'art et reverra les objectifs de la collection Prêt d'oeuvres d'art. Le Musée mettra également en valeur, par de nouvelles présentations, ses collections d'arts décoratifs et d'art contemporain. Il complètera également une salle consacrée à la peinture d'histoire.</p> <p>L'art québécois sera toujours au coeur de la programmation des expositions de la prochaine année avec, notamment, une exposition majeure sur <u>«L'art québécois de l'estampe 1950-1990»</u> et la mise en perspective de l'oeuvre intitulée <u>«Hommage à Rosa Luxembourg»</u> de l'artiste Jean-Paul Riopelle. Parallèlement, le Musée développera de nouveaux partenariats sur la scène internationale en organisant, en collaboration avec le Musée départemental d'art ancien et d'art contemporain d'Épinal, une exposition de plus de deux cents oeuvres ayant pour titre <u>«Images d'Épinal»</u>.</p> <p>Le Musée du Québec diversifiera sa présence en région en proposant aux musées québécois six expositions itinérantes couvrant toutes les périodes de l'art québécois. Afin de rentabiliser un investissement consenti en 1993, le Musée mettra en circulation dans cinq lieux le <u>«Museum Circus»</u> de Pierre Ayot. Le Musée étendra également à toutes les régions du Québec son programme de diffusion de la collection Prêt d'oeuvres d'art.</p> <p>Le Musée mettra finalement l'accent, durant la prochaine année, sur la consolidation de son autofinancement par la mise en place d'une fondation, la recherche de nouvelles clientèles et la commercialisation de nouveaux produits.</p> <p>MUSÉE D'ART CONTEMPORAIN DE MONTRÉAL</p> <p>L'exercice financier qui commence marquera les 30 ans du Musée et donnera l'occasion de présenter la <u>«Rétrospective Molinari»</u>, à compter de mai prochain.</p> <p>En cette année du centenaire du cinéma, le Musée présentera, à compter d'octobre, une exposition intitulée <u>«L'effet cinéma»</u>.</p> <p>Dans la foulée du colloque de 1993 sur la critique britannique, le Musée organisera, en octobre 1995, un important colloque sur la critique américaine.</p>

Rétrospective 1994-1995	Prospective 1995-1996
Points saillants	Points saillants
<p>Sur un autre plan, le Musée a poursuivi son mandat éducatif en organisant deux colloques importants, l'un sur les acquisitions massives, l'autre sur les représentations de l'image de la mort en marge de l'exposition Andres Serrano.</p> <p><u>MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE MONTRÉAL</u></p> <p>Principales expositions :</p> <ul style="list-style-type: none">- Gauguin (MBA/collection privée) en cours;- Tamara de Lempika;- Flora Photographia (prod. MBA);- Roy Linchtenstein (Musée Gugenheim);- Mark Tansey;- S. Tousignant (MBA);- Duane Hanson (prod. MBA);- Colville (MBA). <p>Nombre de visiteurs : 425 000</p>	<p><u>MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE MONTRÉAL</u></p> <p>Principales expositions prévues :</p> <ul style="list-style-type: none">- Gauguin (MBA/collection privée);- Roy Linchtenstein (Musée Gugenheim);- Modigliani (Italie/MBA);- L'Europe symbiliste (MBA);- Beauté mobile;- Ozias Leduc (Musée du Québec/MBA);- Collection Paley;- Balkenfof.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT 05 - SOCIÉTÉ DE LA PLACE DES ARTS DE MONTRÉAL ET SOCIÉTÉ DU GRAND THÉÂTRE DE QUÉBEC

Crédits par supercatégories (en K\$)

Supercatégorie	1995-1996 Crédits	Variation		1994-1995		
		Montant	%	Crédits modifiés	Dépenses probables	Variation
1. Rémunération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Fonctionnement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Transfert :						
- Rémunération	2 676,7	(767,4)	(22,3)	3 444,1	3 444,1	0,0
- Fonctionnement	4 881,5	886,3	22,2	3 995,2	3 795,2	(200,0)
- Capital	7 973,2	1 432,0	21,9	6 541,2	6 541,2	0,0
- Intérêt	11 527,4	(265,4)	(2,3)	11 792,8	11 658,4	(134,4)
- Support	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Prêts, placements et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	27 058,8	1 285,5	5,0	25 773,3	25 438,9	(334,4)

Explications des variations - Crédits 1995-1996 vs Crédits modifiés 1994-1995 :

Transfert

- Compression récurrente 1994-1995 à la suite du discours sur le budget : (100,0 K\$)
- Ajustement pour boni au rendement et gains de productivité pour les cadres : 8,9 K\$
- Ajustement en fonction des projets à financer en service de la dette et des taux d'intérêt prévus : 1 166,6 K\$
- Réaménagements ministériels : 210,0 K\$

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT 05 - SOCIÉTÉ DE LA PLACE DES ARTS DE MONTRÉAL ET SOCIÉTÉ DU GRAND THÉÂTRE DE QUÉBEC

Rétrospective et prospective

Rétrospective 1994-1995 Points saillants	Prospective 1995-1996 Points saillants
<p><u>SOCIÉTÉ DE LA PLACE DES ARTS DE MONTRÉAL</u></p> <p>La Place des Arts a élaboré une nouvelle politique de location afin d'attirer les producteurs et les organismes artistiques à diffuser leurs productions dans ses salles.</p> <p>L'ouverture du Studio-théâtre du Maurier ltée, en février 1995, a permis l'accès à ce théâtre à une nouvelle clientèle, soit celle de la boîte à chanson.</p> <p>La nouvelle politique de location a également permis l'accès à la Cinquième Salle à une autre clientèle (la venue, entre autres, de la Ligue nationale d'improvisation).</p> <p>Un nouveau type de partenariat s'est développé entre les clients-utilisateurs, notamment, les compagnies résidentes, la Société et les commanditaires.</p> <p>La Société a accru ses revenus autonomes par l'installation, en août 1994, de vitrines et de panneaux d'affichage commercial.</p> <p>Elle a élargi le nombre des produits de consommation offerts à sa clientèle en salles.</p> <p>Elle a privatisé le bar du Café de la Place dans le but d'accroître sa rationalisation.</p> <p>Elle a également poursuivi la gestion de l'amphithéâtre de Lanaudière.</p> <p><u>SOCIÉTÉ DU GRAND THÉÂTRE DE QUÉBEC</u></p> <p><u>Programmation</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Réalisation d'une programmation plus diversifiée : coproductions avec chaque résident et développement de nouveaux créneaux de spectacles. - Association avec experts artistiques pour développement de la programmation. <p><u>Gestion</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Réduction des coûts d'opération avec réaménagements internes. - Élargissement important du Réseau Billetech et confirmation de l'association avec Admission. - Intégration du personnel administratif du Théâtre le Trident dans les locaux du Grand Théâtre de Québec. <p><u>Immobilisations et équipements</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Parachèvement des travaux de la conque d'orchestre. - Aménagement d'un lieu adapté pour le développement stratégique du marché du milieu des affaires. - Réalisation de travaux importants de réfection des équipements scéniques. 	<p><u>SOCIÉTÉ DE LA PLACE DES ARTS DE MONTRÉAL</u></p> <p>Accroître la sollicitation auprès des producteurs et développer une approche de vente pour la location des salles.</p> <p>Maximiser l'utilisation de la Cinquième Salle.</p> <p>Rentabiliser davantage l'utilisation du corridor métro et du hall des Pas Perdus par l'affichage commercial.</p> <p>Continuer à développer et à élargir les produits offerts à la clientèle (bars-restauration).</p> <p>Offrir tous les espaces administratifs disponibles en location.</p> <p>Privatiser la boutique de la Place des Arts.</p> <p><u>SOCIÉTÉ DU GRAND THÉÂTRE DE QUÉBEC</u></p> <p><u>Programmation</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Réalisation d'une programmation particulière pour souligner le 25^e anniversaire du Grand Théâtre de Québec : activités et coproductions avec les résidents et accentuation sur la présentation de nouveaux projets. <p><u>Gestion</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Développement d'associations avec le milieu des affaires pour augmenter et diversifier les sources de revenus. <p><u>Immobilisations et équipements</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Adoption des dernières mesures visant la conformité de l'immeuble aux normes du Code du bâtiment. - Restauration de la murale Jordi Bonnet (oeuvre d'art du patrimoine québécois).

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT 06 - SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

Crédits par supercatégories (en K\$)

Supercatégorie	1995-1996 Crédits	Variation		1994-1995		
		Montant	%	Crédits modifiés	Dépenses probables	Variation
1. Rémunération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Fonctionnement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Transfert :						
- Rémunération	1 252,0	(239,7)	(16,1)	1 491,7	1 491,7	0,0
- Fonctionnement	1 474,4	40,4	2,8	1 434,0	1 274,0	(160,0)
- Capital	308,0	308,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Intérêt	749,2	414,6	123,9	334,6	64,6	(270,0)
- Support	20 231,4	117,5	0,6	20 113,9	20 131,4	17,5
5. Prêts, placements et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	24 015,0	640,8	2,7	23 374,2	22 961,7	(412,5)

Explications des variations - Crédits 1995-1996 vs Crédits modifiés 1994-1995 :

Transfert

- Compression récurrente 1994-1995 à la suite du discours sur le budget : (210,0 K\$)
- Ajustement pour boni au rendement et gains de productivité pour les cadres : 10,7 K\$
- Ajustement en fonction des projets à financer en service de la dette et des taux d'intérêt prévus : 722,6 K\$
- Transfert de crédits provenant du Conseil exécutif : 600,0 K\$
- Économies budgétaires 1995-1996 : (500,0 K\$)
- Réaménagement de certaines subventions provenant du Conseil des arts et des lettres du Québec : 17,5 K\$

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT 06 - SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES

Rétrospective et prospective

Rétrospective 1994-1995	Prospective 1995-1996
Points saillants	Points saillants
<p>Cet élément de programme intègre désormais les renseignements qui concernaient auparavant la Société générale des industries culturelles (SOGIC) (prog. 04, él. 06), les programmes d'aide au cinéma et à la production télévisuelle, l'Institut québécois du cinéma (IQC) (prog. 02, él. 01) de même que certains programmes de subventions liés aux industries culturelles (prog. 02, él. 04).</p> <p>Ainsi, à l'égard de chacun de ces volets, voici les actions qui font l'objet de cette rétrospective :</p> <p>SOGIC</p> <p>La SOGIC a appliqué, en 1994-1995, la politique financière de son "Plan de développement-financement des entreprises". Elle a assuré l'application du "Plan d'aide à la promotion des exportations de biens et de services relatifs aux industries culturelles" et a été responsable du "Plan d'intervention en matière d'aide au cinéma et à la télévision".</p> <p>Par ailleurs, elle a aussi poursuivi ses interventions dans le domaine du patrimoine immobilier, suite à la cession, en 1989, des 47 immeubles du Ministère.</p> <p>Programmes d'aide au cinéma et à la production télévisuelle</p> <p>La SOGIC a géré, comme par le passé, les programmes d'aide au secteur régulier du cinéma et de la télévision, aux jeunes créateurs du cinéma et de la télévision ainsi qu'aux variétés-magazines.</p> <p>De plus, elle a assuré la gestion du programme de financement intérimaire des crédits d'impôt remboursables à la production cinématographique et télévisuelle.</p> <p>Par ailleurs, elle a poursuivi son programme de coscénarisation et de coproduction entre le Québec, le Canada et la France connu sous l'appellation <u>Francofiction</u>.</p> <p>INSTITUT QUÉBÉCOIS DU CINÉMA (IQC)</p> <p>L'IQC a poursuivi ses activités de concertation et de recherche. À cet effet, on peut souligner qu'elle a :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mis en place et vu au démarrage des travaux du comité de coordination et de promotion du centenaire du cinéma; - coordonné la réalisation d'un projet-pilote d'éducation cinématographique dans six écoles dans différentes régions; - publié un rapport sur <u>La situation du français dans les cinémas du Québec en 1993</u> comportant un examen particulier de la région de Montréal; - dirigé, conjointement avec le Bureau de la statistique du Québec, la publication, pour une deuxième année, de <u>Statistiques sur l'industrie du film, édition 1994</u>; - réalisé, conjointement avec ASIFA-Canada, une étude sur la situation du cinéma d'animation au Québec et au Canada. 	<p>À compter du 1^{er} avril 1995, l'ensemble des dispositions de la Loi créant la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) sont entrées en vigueur.</p> <p>Selon cette perspective, la SODEC reprendra à sa charge les interventions de la Société générale des industries culturelles (SOGIC) en matière du financement des entreprises culturelles, du cinéma et de la production télévisuelle ainsi que la promotion des exportations de biens et de services relatifs aux industries culturelles. Elle intégrera les affaires en cours à l'Institut québécois du cinéma et elle gèrera les programmes d'aide financière dédiés aux clientèles des industries culturelles administrés jusqu'au 31 mars 1995 par le Ministère, soit les programmes d'aide financière suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - disque et spectacle québécois de variétés; - livre et édition spécialisée; - événements majeurs (secteurs du cinéma comprenant la vidéo et la production télévisuelle, du disque et du spectacle de variétés); - associations professionnelles (secteurs du disque, du spectacle de variétés, de l'édition et des métiers d'art). <p>La SODEC devra transmettre, au cours des prochaines semaines, un plan de ses activités qui devra tenir compte des orientations et des objectifs que le ministre donnera à la Société.</p>

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT 07 - COMMISSION DE RECONNAISSANCE DES ASSOCIATIONS D'ARTISTES

Crédits par supercatégories (en K\$)

Supercatégorie	1995-1996 Crédits	Variation		1994-1995		
		Montant	%	Crédits modifiés	Dépenses probables	Variation
1. Rémunération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Fonctionnement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Transfert :						
- Rémunération	308,2	(28,4)	(8,4)	336,6	336,6	0,0
- Fonctionnement	131,1	0,0	0,0	131,1	131,1	0,0
- Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Intérêt	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Support	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Prêts, placements et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	439,3	(28,4)	(6,1)	467,7	467,7	0,0

Explications des variations - Crédits 1995-1996 vs Crédits modifiés 1994-1995 :

Transfert

- Ajustement pour boni au rendement et gains de productivité pour les cadres : 1,6 K\$
- Réaménagements ministériels : (30,0 K\$)

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT 07 - COMMISSION DE RECONNAISSANCE DES ASSOCIATIONS D'ARTISTES

Rétrospective et prospective

Rétrospective 1994-1995 Points saillants	Prospective 1995-1996 Points saillants
<p><u>Reconnaissance</u></p> <p>Association reconnue par la Commission :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Actra Performers Guild <p><u>Définition de secteur de négociation</u></p> <p>2^e secteur recherché par l'Union des artistes : metteur en scène et chorégraphe</p> <p><u>Autre demande</u></p> <p>Demande d'interprétation relative à la loi 90, décision interimaire rendue dont évocation.</p> <p><u>Avis de négociation</u></p> <p>La Commission a accusé réception d'avis transmis par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Union des artistes : 37 - Guilde des musiciens du Québec : 15 - Association des professionnels de la vidéo du Québec : 73 <p><u>Désignation de médiateurs</u></p> <p>Suite aux demandes déposées par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conseil du Québec de la Guilde canadienne des réalisateurs et réalisatrices : 1 - Union des artistes : 2 <p><u>Ententes collectives</u></p> <p>Déposées auprès de la Commission par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Guilde des musiciens du Québec : 32 - Union des artistes : 2 (ainsi que 80 reconnaissances de juridiction) - Association des professionnels des arts de la scène du Québec : 1 	<p><u>Demande de reconnaissance en cours d'instance</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Union des artistes (2^e secteur); - Association des professionnels des arts de la scène du Québec; - Société des auteurs, recherchistes, documentalistes et compositeurs; - Association des journalistes indépendants du Québec; - Writers Guild of Canada (en délibéré). <p><u>Détermination de représentativité</u></p> <p>Entre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'Union des artistes (quant au 2^e secteur recherché) et de l'Association des professionnels des arts de la scène du Québec; - le Conseil du Québec de la Guilde canadienne des réalisateurs et réalisatrices et l'Association des réalisateurs et réalisatrices de cinéma et de télévision (dossier suspendu en attente d'une décision de la cour d'appel). <p><u>Demandes de révocation de décisions de la Commission (dossiers en délibéré)</u></p> <p>Demandes déposées conjointement par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Théâtres associés inc.; - Association des producteurs de théâtre professionnel inc.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT 08 - RÉGIE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Crédits par supercatégories (en K\$)

Supercatégorie	1995-1996 Crédits	Variation		1994-1995		
		Montant	%	Crédits modifiés	Dépenses probables	Variation
1. Rémunération	584,7	(860,3)	(59,5)	1 445,0	1 445,0	0,0
2. Fonctionnement	148,5	(200,0)	(57,4)	348,5	338,8	(9,7)
3. Capital	25,0	0,0	0,0	25,0	25,0	0,0
4. Transfert :						
- Rémunération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Fonctionnement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Intérêt	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Support	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Prêts, placements et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	758,2	(1 060,3)	(58,3)	1 818,5	1 808,8	(9,7)

Explications des variations - Crédits 1995-1996 vs Crédits modifiés 1994-1995 :

Rémunération

- Ajustement pour boni au rendement et gains de productivité pour les cadres : 14,5 K\$
- Économies budgétaires 1995-1996 : (800,0 K\$)
- Réaménagements ministériels : (74,8 K\$)

Fonctionnement

- Économies budgétaires 1995-1996 : (200,0 K\$)

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT 08 - RÉGIE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Rétrospective et prospective

Rétrospective 1994-1995	Prospective 1995-1996
Points saillants	Points saillants
<p>Le 26 avril 1994, la Cour suprême du Canada a décidé que Téléphone Guèvremont inc., entreprise de télécommunications desservant quelque 6 000 abonnés dans la région de Saint-Hyacinthe, relevait de la compétence législative du Canada au motif que ses abonnés envoient et reçoivent des communications interprovinciales et internationales via son service de transport de signaux de télécommunications interconnecté à une entreprise de télécommunications majeure.</p> <p>Cette décision du plus haut tribunal du pays a eu comme effet de soustraire de la juridiction du Québec et, par conséquent, de celle de la Régie des télécommunications les entreprises de téléphone en exploitation au Québec.</p> <p>La Régie a donc œuvré principalement dans les requêtes relatives aux services fournis par la Commission des services électriques de la ville de Montréal depuis cette date.</p>	<p>La Régie conserve les ressources nécessaires à l'exercice des mandats qui lui sont encore dévolus jusqu'à leur abandon ou à leur transmission à d'autres instances ou regroupement de tribunaux administratifs.</p>

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT 09 - SOCIÉTÉ DE RADIO-TÉLÉVISION DU QUÉBEC

Crédits par supercatégories (en K\$)

Supercatégorie	1995-1996 Crédits	Variation		1994-1995		
		Montant	%	Crédits modifiés	Dépenses probables	Variation
1. Rémunération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Fonctionnement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Transfert :						
- Rémunération	33 573,7	(6 095,0)	(15,4)	39 668,7	36 668,7	(3 000,0)
- Fonctionnement	18 730,2	(5 371,0)	(22,3)	24 101,2	23 530,2	(571,0)
- Capital	2 076,9	(4 048,3)	(66,1)	6 125,2	6 125,2	0,0
- Intérêt	768,7	251,7	48,7	517,0	517,0	0,0
- Support	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Prêts, placements et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	55 149,5	(15 262,6)	(21,7)	70 412,1	66 841,1	(3 571,0)

Explications des variations - Crédits 1995-1996 vs Crédits modifiés 1994-1995 :

Transfert

- Compression récurrente 1994-1995 à la suite du discours sur le budget : (1 571,0 K\$)
- Ajustement pour boni au rendement et gains de productivité pour les cadres : 105,0 K\$
- Ajustement en fonction des projets à financer en service de la dette et des taux d'intérêt prévus : (3 696,6 K\$)
- Économies budgétaires 1995-1996 : (10 000,0 K\$)
- Réaménagement : (100,0 K\$)

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT 09 - SOCIÉTÉ DE RADIO-TÉLÉVISION DU QUÉBEC

Rétrospective et prospective

Rétrospective 1994-1995 Points saillants	Prospective 1995-1996 Points saillants
<p>Dernière année du Plan directeur 1992-1995. La grande majorité des objectifs fixés ont été atteints. L'élaboration du Plan directeur 1995-1998 suivra les travaux de révision en profondeur de la mission entrepris à la suite des attentes ministérielles.</p> <p>La Société a rentabilisé au maximum son nouveau bloc de production. Une quatrième équipe de production a été formée parmi le personnel déjà en place et la productivité interne a été considérablement augmentée.</p> <p>En programmation, les efforts principaux ont porté sur le renforcement de l'offre en information (trois nouvelles séries à l'antenne), la présentation d'un bloc d'émissions originales en formation (cinq nouvelles séries à l'antenne) et le renouvellement de notre offre en programmation jeunesse (développement de cinq séries d'importance pour diffusion en 1995-1996).</p> <p>Notons également le maintien des heures de production régionale, la hausse (5 %) des heures de production et la hausse de visibilité en termes de part d'audience, de part du budget affecté au placement-média et de contrats d'échange avec les médias écrits.</p>	<p>Le ministre de la Culture et des Communications a constitué un groupe-conseil qui aura comme responsabilité de fournir des recommandations sur :</p> <ul style="list-style-type: none">- la mission de Radio-Québec dans le sens de recentrage de son intervention en matière éducative et culturelle;- les modes d'organisation et la gestion dans la perspective d'un plus grand partenariat avec d'autres intervenants comme la Télé-Université; les médias communautaires et l'entreprise privée;- les modes de fonctionnement qui garantissent une accessibilité maximale aux services de Radio-Québec en tenant compte de façon particulière des besoins de la capitale et des régions du Québec. <p>Le rapport est attendu le 15 juin 1995.</p> <p>L'année 1995-1996 sera donc celle de l'opérationnalisation de ce nouveau mandat retenu par le ministre.</p>

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT 10 - CONSEIL DES ARTS ET DES LETTRES DU QUÉBEC

Crédits par supercatégories (en K\$)

Supercatégorie	1995-1996 Crédits	Variation		1994-1995		
		Montant	%	Crédits modifiés	Dépenses probables	Variation
1. Rémunération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Fonctionnement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Transfert :						
- Rémunération	2 910,8	29,6	1,0	2 881,2	2 881,2	0,0
- Fonctionnement	1 121,1	0,0	0,0	1 121,1	1 121,1	0,0
- Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Intérêt	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Support	39 506,3	1 931,9	5,1	37 574,4	36 885,3	(689,1)
5. Prêts, placements et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	43 538,2	1 961,5	4,7	41 576,7	40 887,6	(689,1)

Explications des variations - Crédits 1995-1996 vs Crédits modifiés 1994-1995 :

Transfert

- Ajustement pour boni au rendement et gains de productivité pour les cadres : 15,1 K\$
- Transfert de crédits provenant du Conseil exécutif : 600,0 K\$
- Réaménagement de certaines subventions à la Société de développement des entreprises culturelles : (17,5 K\$)
- Réaménagement pour répondre à divers besoins du Conseil des arts et des lettres du Québec : 1 600,0 K\$
- Réaménagements ministériels (236,1 K\$)

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 04 - ORGANISMES-CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT 10 - CONSEIL DES ARTS ET DES LETTRES DU QUÉBEC

Rétrospective et prospective

Rétrospective 1994-1995 Points saillants	Prospective 1995-1996 Points saillants
<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place de sa structure administrative au 1^{er} avril 1994; accueil des 43 personnes provenant du Ministère chargées de réaliser la mission du Conseil. Recrutement, au cours de l'exercice, de 10 autres employés. - Mise en place de ses propres systèmes informatiques permettant de traiter toutes les données nécessaires à la gestion budgétaire et comptable du Conseil et d'un système de paie. - Inauguration du siège social du Conseil. À cette occasion, dévoilement du logotype du Conseil et lancement d'un concours pour la création d'une oeuvre d'art destinée au siège social du Conseil. - Dépôt du plan de développement 1995-1996 présentant les orientations et moyens d'actions que le CALQ entend se donner en 1995-1996 pour réaliser sa mission à l'égard des artistes et organismes culturels. - Mise en place d'un comité des finances relevant du conseil d'administration dont le mandat consiste à identifier de nouvelles sources de financement permettant de répondre davantage aux besoins du milieu culturel. - Mise en place d'un comité des régions relevant du conseil d'administration dont le mandat consiste, entre autres, à élaborer des politiques, stratégies et plans d'action qui permettront au Conseil de mieux cibler ses interventions en tenant compte des spécificités des régions. - Constitution d'une banque de membres de jurys et de comités d'évaluation suite à un appel de candidatures auprès des artistes, et approbation, par le Conseil d'administration, d'une liste des personnes appelées à siéger sur les comités d'évaluation et jurys du Conseil. - Planification des technologies de l'information Réalisation d'une étude afin de doter le Conseil d'une planification des besoins impliquant un recours aux technologies de l'information. - Tournée régionale : première rencontre du Conseil avec les artistes et les organismes des régions. Un bilan des rencontres régionales sera préparé en collaboration avec le Comité des régions du conseil d'administration. - Reconstitution des programmes Maintient, pour l'exercice 1994-1995, des programmes transférés du Ministère en conservant, pour chacun d'eux, la même enveloppe budgétaire, les mêmes conditions d'admissibilité et modes d'attribution des subventions. - Reconstitution des subventions au fonctionnement Adoption d'une mesure spécifique à l'endroit des organismes en théâtre, en musique, en danse, en arts multidisciplinaires et multimédias, et à l'endroit des centres d'artistes en arts visuels. 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en oeuvre de la planification des besoins impliquant un recours aux technologies de l'information. - Consolidation des systèmes informatisés de gestion du Conseil. - Réalisation des activités prévues au plan de communication du Conseil. Mise en place des moyens permettant d'atteindre les objectifs. - Adoption de politiques de gestion de ressources humaines, financières, budgétaires et informatiques. - Mise en oeuvre du plan de développement 1995-1996. - Poursuite de la révision des programmes amorcée au cours de l'exercice 1994-1995 et révision plus en profondeur du programme d'aide aux artistes professionnels à compter du 1^{er} avril 1995. - Tenue d'une évaluation nationale pour tous les organismes culturels en arts de la scène et en arts visuels en 1995-1996 (sauf pour les associations et les regroupements nationaux). - Amorce d'une réflexion sur le processus d'évaluation des demandes de bourses et de subventions présentées au Conseil. De nouveaux modes d'évaluation seront explorés. - Mise en place de mécanismes permettant d'améliorer la qualité des services à la clientèle (projet pilote de mise en place d'un guichet unique pour l'accueil des demandes de subventions de ces organismes pour 1995-1996). - Réalisation d'un étude portant sur les arts visuels au Québec en vue de redéfinir les orientations et les modes d'intervention de l'État dans ces secteurs. <p>Les orientations en matière de gestion des programmes d'aide financière pour l'année 1995-1996, telles que mentionnées au plan de développement, sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les artistes et la création Le Conseil entend privilégier la création en y apportant des ressources financières aussi importantes que possible qui permettront la mise en place de mesures concrètes répondant aux besoins des artistes. • Le programme d'aide aux artistes professionnels sera "actualisé" en 1995-1996 et adapté à la réalité des créateurs. Le Conseil doit faire en sorte que les fonds destinés à la création aient un impact optimal en regard des objectifs poursuivis.

Rétrospective 1994-1995 Points saillants	Prospective 1995-1996 Points saillants
<p>Versement à ces organismes des mêmes subventions de fonctionnement qu'en 1993-1994, dans la mesure où ils remplissaient les conditions relatives à l'attribution de la subvention versée l'année précédente, et dans la mesure où ils se conformaient aux normes d'attribution en vigueur pour l'année 1994-1995.</p> <p>- Révision des programmes et du calendrier</p> <p>Révision des programmes et du calendrier d'inscription applicable à l'exercice 1995-1996.</p> <p>Il s'agit d'une première révision des programmes. Cette révision s'applique aux programmes d'aide 1995-1996.</p> <p>Le calendrier d'inscription aux divers programmes a été modifié afin d'accélérer la confirmation auprès des artistes et des organismes de l'aide consentie par le Conseil.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le Conseil devra soutenir les créateurs dans leurs projets de création impliquant l'utilisation des nouvelles technologies. • Une préoccupation à l'égard de la relève est également maintenue. <p>- Les organismes et la production</p> <p>Le Conseil entend préciser davantage ses orientations à l'égard de l'aide financière accordée aux organismes et se donner les priorités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • favoriser la consolidation des organismes; • maintenir les subventions aux projets de production dans la mesure où les activités proposées rencontrent les exigences et les critères d'excellence établis par le Conseil dans le cadre de ses programmes d'aide; • ouverture à l'égard des organismes qui ont de plus en plus recours aux nouvelles technologies; • développer de nouvelles façons de traiter les demandes de subventions des organismes et améliorer également la gestion de ses programmes. Le projet de mettre en place un "guichet unique" en 1995-1996 sera expérimenté. <p>- La diffusion</p> <p>Le Conseil des arts et des lettres du Québec devra donc, dès l'année financière 1995-1996, déployer et accroître son activité de soutien au milieu en matière de diffusion de la création.</p> <p>La mise en place d'un Bureau des tournées est prévue.</p> <p>- Le Conseil et le partenariat</p> <p>Au cours de l'année 1995-1996, le CALQ s'associera au Ministère afin de développer le partenariat avec les municipalités et établira des actions concertées avec les sociétés d'État, les différents Conseils des arts et autres organismes gouvernementaux.</p> <p>- Le Conseil et les régions</p> <p>Mise en place d'un comité des régions et d'un plan stratégique d'intervention à l'égard des pratiques et particularismes des régions afin de répondre aux besoins et aspirations des artistes et organismes culturels de toutes les régions du Québec.</p> <p>- Réalisation par le Conseil d'une tournée régionale en mars-avril 1995</p> <p>Tournée dans une douzaine de villes du Québec afin de consulter les artistes professionnels des différentes régions sur un projet de révision du programme de bourses qui leur sont destinées.</p> <p>- Le Conseil et les communications</p> <p>Mise en oeuvre des volets du plan de communication pour l'année 1995-1996 auprès de sa clientèle.</p>

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 05 - ORGANISMES DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

DESCRIPTION DE LA MISSION (MANDAT)

Le programme 05 comprend cinq éléments :

- Élément 01 : Office de la langue française
- Élément 02 : Conseil de la langue française
- Élément 03 : Commission de toponymie
- Élément 04 : Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités de promotion de la langue française
- Élément 05 : Coordination des organismes de la Charte de la langue française

Reconnaissant la volonté des Québécois d'assurer la qualité et le rayonnement de la langue française, l'Assemblée nationale adoptait en 1977 la Charte de la langue française. Cette législation faisait du français la langue officielle du Québec et par conséquent la langue de l'État et de la Loi aussi bien que la langue normale et habituelle du travail, de l'enseignement, des communications, du commerce et des affaires. La Charte de la langue française créait également des organismes chargés de son application.

Afin de permettre aux organismes et aux ministères davantage engagés dans la promotion de la langue française de mettre en oeuvre des mesures spécifiques à la valorisation du français dans le cadre de l'action gouvernementale, une «réserve pour la promotion de la langue française» a été créée.

Depuis l'entrée en vigueur de la Loi 86 le 22 décembre 1993, trois organismes sont dorénavant chargés de l'application de la Charte, sans compter la Commission d'appel sur la langue d'enseignement qui relève du ministère de l'Éducation. Chacun des organismes, soit l'Office de la langue française, le Conseil de la langue française et la Commission de toponymie se voit attribuer un mandat spécifique dans la Charte.

Selon l'article 100 de la Charte de la langue française, «Un Office de la langue française est institué pour définir et conduire la politique québécoise en matière de recherche linguistique et de terminologie et pour veiller à ce que le français devienne, le plus tôt possible, la langue des communications, du travail, du commerce et des affaires dans l'administration et les entreprises. Il traite également des questions se rapportant au défaut du respect de la présente loi et des règlements adoptés conformément à celle-ci».

Le mandat du Conseil de la langue française est décrit à l'article 186 : «Un Conseil de la langue française est institué pour conseiller le ministre sur la politique québécoise de la langue française et sur toute question relative à l'interprétation et à l'application de la présente loi».

Depuis sa création en 1912, la Commission de toponymie poursuit sensiblement le même mandat essentiellement lié à la gestion du territoire. L'article 125 stipule notamment que la Commission doit proposer au gouvernement les critères de choix et les règles d'écriture de tous les noms de lieux, procéder à l'inventaire et à la conservation de ces derniers, à leur officialisation et à leur diffusion.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 05 - ORGANISMES DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

ÉLÉMENT 01 - OFFICE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Crédits par supercatégories (en K\$)

Supercatégorie	1995-1996 Crédits	Variation		1994-1995		
		Montant	%	Crédits modifiés	Dépenses probables	Variation
1. Rémunération	11 115,0	(1 229,2)	(10,0)	12 344,2	11 924,2	(420,0)
2. Fonctionnement	4 127,2	(1 222,5)	(22,9)	5 349,7	4 660,6	(689,1)
3. Capital	0,0	(73,2)	(100,0)	73,2	0,0	(73,2)
4. Transfert :						
- Rémunération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Fonctionnement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Intérêt	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Support	240,7	(26,7)	(10,0)	267,4	240,7	(26,7)
5. Prêts, placements et avances	6,0	0,0	0,0	6,0	6,0	0,0
TOTAL	15 488,9	(2 551,6)	(14,1)	18 040,5	16 831,5	(1 209,0)

Explications des variations - Crédits 1995-1996 vs Crédits modifiés 1994-1995 :

Rémunération

- Compression récurrente 1994-1995 à la suite du discours sur le budget : (246,0 K\$)
- Ajustement pour boni au rendement et gains de productivité pour les cadres : 36,6 K\$
- Économies budgétaires 1995-1996 : (844,8 K\$)
- Réaménagement : (175,0 K\$)

Fonctionnement

- Compression récurrente 1994-1995 à la suite du discours sur le budget : (637,5 K\$)
- Économies budgétaires 1995-1996 : (520,0 K\$)
- Réaménagement : (65,0 K\$)

Capital

- Compression récurrente 1994-1995 à la suite du discours sur le budget : (73,2 K\$)

Transfert

- Compression récurrente 1994-1995 à la suite du discours sur le budget : (26,7 K\$)

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 05 - ORGANISMES DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

ÉLÉMENT 01 - OFFICE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Rétrospective et prospective

Rétrospective 1994-1995	Prospective 1995-1996
Points saillants	Points saillants
<p>IMPLANTATION DU FRANÇAIS (ENTREPRISES ET ADMINISTRATION)</p> <ul style="list-style-type: none"> Réalisation de stratégies d'intervention, conduite de projets et expertise-conseil dans des champs dont les enjeux sont importants pour l'utilisation du français au travail : les inforoutes, les technologies de l'information, les industries de la langue, les produits électriques et électroniques, la normalisation technique, l'aéronautique et l'automobile. Interventions et traitement de dossiers conduisant à la délivrance de 116 certificats de francisation à des entreprises (24 entreprises employant 100 personnes ou plus et 92 entreprises employant moins de 100 personnes) et de 24 certificats de conformité à des organismes de l'administration. Le bilan de la certification au 31 mars 1995 est de 78,2 % pour les entreprises et de 97,1 % pour les organismes de l'administration. Promotion du français dans les technologies de l'information auprès des concepteurs, des fabricants, des distributeurs et des grands utilisateurs de logiciels et de matériel informatique dans les milieux de travail (notamment les grandes entreprises, les ministères et organismes du gouvernement du Québec). Développement du partenariat avec les associations syndicales, patronales et sectorielles ainsi qu'avec le milieu de l'enseignement dans des projets de francisation des milieux de travail. <p>VÉRIFICATION</p> <ul style="list-style-type: none"> Traitement de 1 475 plaintes relatives au non-respect des dispositions de la Charte de la langue française et des règlements qui en découlent. Ces plaintes ont donné lieu à l'ouverture de 1 223 dossiers de vérification dont 631 ont pu être fermés et 592 sont en cours de traitement. De plus, le Service de la vérification a répondu à 1 672 appels du public, sur la vérification. <p>PRODUCTION, DIFFUSION ET ASSISTANCE LINGUISTIQUE</p> <ul style="list-style-type: none"> Assistance linguistique téléphonique donnée dans l'ensemble des régions du Québec, soit 153 950 consultations réparties comme suit : 62 700 dans les régions de Québec et de Montréal, 25 950 dans les autres régions et 65 300 par l'entremise du service automatisé le «Téléphone linguistique». Production de plusieurs ouvrages linguistiques et terminologiques, dont la 4^e édition du «Français au bureau», la 1^{re} édition du Doc de l'Office, l'inventaire des travaux de terminologie et enrichissement de la BTQ de 17 000 fiches nouvelles, de 16 000 fiches mises à jour et diffusion de 850 abonnés (18 155 heures d'interrogation). Activités de coopération : amorce d'une coopération en matière de francisation et de législation linguistique avec la France, transfert d'expertise vers le Brésil et participation au Réseau international des Observatoires francophones des industries de la langue dont l'Office assume le secrétariat, veille néologique et expérimentation d'un prototype d'échange de données terminologiques sur INTERNET, en collaboration avec le Réseau international de néologie et de terminologie dont l'Office assume le secrétariat. 	<p>IMPLANTATION DU FRANÇAIS (ENTREPRISES ET ADMINISTRATION)</p> <ul style="list-style-type: none"> Mise en oeuvre des mesures et des moyens nécessaires au traitement des rapports qui sont maintenant exigibles en vertu des dispositions de la Charte (article 143 - rapport d'étape; article 146 - rapport sur l'évolution du français). Refonte d'examens de français préparés à l'intention des candidats membres des ordres professionnels. <p>VÉRIFICATION</p> <ul style="list-style-type: none"> Révision des indicateurs d'efficacité et d'efficience relatifs au traitement des plaintes. Production d'un guide d'intervention à l'intention des personnes qui reçoivent des mandats de vérification. <p>PRODUCTION, DIFFUSION ET ASSISTANCE LINGUISTIQUE</p> <ul style="list-style-type: none"> Réingénierie des services d'assistance linguistique et terminologique offerts au public en situation de travail et régionalisation de ce type d'activité pour Québec et sa région. Participation à l'effort gouvernemental d'investir les autoroutes de l'information de produits et de services francophones, notamment en concevant un projet de diffusion de produits linguistiques et juridiques sur INTERNET, dont la BTQ.

Rétrospective 1994-1995 Points saillants	Prospective 1995-1996 Points saillants
<p>RECHERCHE</p> <ul style="list-style-type: none"> - Élaboration d'indicateurs portant sur la langue de travail. - Poursuite des études : Formation linguistique des travailleurs immigrants et allophones et Langue d'utilisation de l'informatique dans les entreprises québécoises (étude conjointe OLF/CLF/SPL/CEFRIO/BSQ). - Étude sur les avantages de travailler en français (ou désavantages de ne pas travailler en français) en collaboration avec les centrales syndicales CSN et FTQ. - Élaboration d'une mesure du degré d'implantation du français dans les documents en circulation dans divers milieux de travail. - Production du rapport «Les usagers du Service de consultations linguistiques : besoins et habitudes de consultations». <p>TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dépôt au Conseil du trésor de «La planification stratégique dans le domaine des technologies de l'information» et de la conception administrative du nouveau système de la BTQ (approuvé par le Conseil du trésor). - Rationalisation des coûts reliés à l'infrastructure technologique par la microtisation de plusieurs systèmes. <p>COMMUNICATIONS</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réalisation de la Semaine du français et de la remise des prix Mérites 1995. <p>ADMINISTRATION</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en oeuvre du plan triennal de rétrocession des locaux administratifs à Montréal. - Consolidation du plan triennal de rationalisation des dépenses de l'Office. 	<p>RECHERCHE</p> <ul style="list-style-type: none"> - Élaboration d'une grille pour la préparation des rapports d'étape (à l'intention des entreprises en application de programme) et du rapport triennal d'avancement de la francisation (à l'intention des entreprises certifiées). - Poursuite des travaux sur : l'élaboration d'une mesure du degré d'implantation du français dans les documents écrits et dans les communications orales et le développement et la mise à jour d'indicateurs de la situation linguistique au Québec. - Poursuite de l'étude sur les avantages de travailler en français (ou sur les désavantages de ne pas travailler en français). - Analyse de données démo-linguistiques portant sur les travailleurs immigrants. <p>TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION</p> <ul style="list-style-type: none"> - Développement d'un nouveau système informatisé de suivi des activités de francisation des entreprises et des organismes de l'administration. - Réalisation technique de la première phase du nouveau système de production et de diffusion de la Banque de terminologie du Québec (BTQ) et abandon du système actuel et poursuite de la rationalisation des coûts reliés aux infrastructures technologiques. <p>COMMUNICATIONS</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réalisation de la Semaine du français et de la remise des prix Mérites 1996. <p>ADMINISTRATION</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réalisation du plan triennal de rétrocession des locaux administratifs à Québec et poursuite de la réalisation du plan de rétrocession des locaux administratifs à Montréal.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 05 - ORGANISMES DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

ÉLÉMENT 02 - CONSEIL DE LA LANGUE FRANÇAISE

Crédits par supercatégories (en K\$)

Supercatégorie	1995-1996 Crédits	Variation		1994-1995		
		Montant	%	Crédits modifiés	Dépenses probables	Variation
1. Rémunération	1 251,3	(106,8)	(7,9)	1 358,1	1 323,1	(35,0)
2. Fonctionnement	717,8	(262,6)	(26,8)	980,4	597,1	(383,3)
3. Capital	8,0	(12,4)	(60,8)	20,4	20,4	0,0
4. Transfert :						
- Rémunération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Fonctionnement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Intérêt	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Support	10,0	(28,8)	(74,2)	38,8	38,8	0,0
5. Prêts, placements et avances	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0
TOTAL	1 988,1	(410,6)	(17,1)	2 398,7	1 980,4	(418,3)

Explications des variations - Crédits 1995-1996 vs Crédits modifiés 1994-1995 :

Rémunération

- Compression récurrente 1994-1995 à la suite du discours sur le budget : (35,0 K\$)
- Ajustement pour boni au rendement et gains de productivité pour les cadres : 8,7 k\$
- Économies budgétaires 1995-1996 : (65,5 K\$)
- Réaménagement : (15,0 K\$)

Fonctionnement

- Compression récurrente 1994-1995 à la suite du discours sur le budget : (179,3 K\$)
- Économies budgétaires 1995-1996 : (68,3 K\$)
- Réaménagement : (15,0 K\$)

Capital

- Économies budgétaires 1995-1996 : (12,4 K\$)

Transfert

- Économies budgétaires 1995-1995 : (28,8 K\$)

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 05 - ORGANISMES DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

ÉLÉMENT 02 - CONSEIL DE LA LANGUE FRANÇAISE

Rétrospective et prospective

Rétrospective 1994-1995 Points saillants	Prospective 1995-1996 Points saillants
<p><u>Avis du Conseil</u></p> <p>Réalisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les industries de la langue dans la société de l'information. - Renforcer la solidarité linguistique avec les Communautés francophones et acadiennes. <p>En cours :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Comité Démographie, Immigration et Langue (DIL) sur l'intégration linguistique des immigrants. - Dossier sur la qualité de la langue. <p><u>Séminaires</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Langue nationale et mondialisation : enjeux et défis pour le français. Séminaire tenu à l'appel des trois Conseils de la langue française de la Communauté française de Belgique, de la République française et du Québec : 25, 26 et 27 octobre 1994 à Québec. - Table ronde : l'autoroute de l'information en français? Des tronçons à ouvrir, des ponts à construire tenue le 21 mars 1995 à l'initiative du Conseil de la langue française, du Consulat général de France et de la Délégation Wallonie-Bruxelles. <p><u>Recherches</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Indicateurs de la langue de travail au Québec, (Commission de toponymie, Conseil de la langue française, Office de la langue française, Secrétariat à la politique linguistique). Publication en 1995-1996. - Les jeunes et la langue, tome II Publication de la version anglaise par patrimoine canadien, sous le titre : Youth and language, volume II. - DIEPE Comparaison internationale des performances écrites et des conditions d'enseignement chez les élèves âgés de 13 ans (Communauté française de Belgique, France, Nouveau-Brunswick, Québec). - Accroissement de la diversité linguistique des écoles française de Montréal, horizon 2011. Travail réalisé dans le cadre des travaux du comité DIL. - L'assimilation linguistique au Québec. Mise à jour à partir des données du recensement de 1991; production des tableaux. - Actes du Séminaire «Langue nationale et mondialisation : enjeux et défis pour le français». 	<p><u>Avis du Conseil</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Intégration linguistique des immigrants. Comité Démographique, Immigration et Langue (DIL). Adoption de l'avis et publication. - Comité sur la langue de travail au Québec. À partir du fascicule d'indicateurs sur la langue de travail au Québec et des études existantes, évaluer la situation dans une perspective de renouvellement des stratégies d'application de la politique linguistique. - Mémoire aux États généraux sur l'éducation à partir des prises de position antérieures du Conseil. - Consultations sur le dossier Qualité de la langue. Consultations des groupes concernés et rédaction d'un rapport ou d'un avis sur cette question. - Contribution au bilan de l'aménagement linguistique au Québec, vingt ans après l'adoption de la Charte de la langue française. <p><u>Recherches</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Le français, langue de travail en 1994. Finalisation du rapport et publication. - L'assimilation de la diversité linguistique des écoles françaises de Montréal, horizon 2011. Publication du rapport. - Recherches découlant du bilan de l'aménagement linguistique au Québec comme : <ul style="list-style-type: none"> • l'apprentissage du français par les élèves allophones; • enquêtes omnibus pour la mise à jour des données du fascicule d'indicateurs de la situation linguistique au Québec et en fonction des besoins du bilan; • dossiers synthèse des thèmes d'évaluation retenus.

Rétrospective 1994-1995 Points saillants	Prospective 1995-1996 Points saillants
<ul style="list-style-type: none"> - Compendium des actions de collaboration entre les francophones du Québec et ceux des autres provinces et territoires canadiens. Annexe à l'avis du Conseil «Renforcer la solidarité linguistique avec les Communautés francophones et acadiennes». Publié en 1994-1995. - Pour un renforcement de la solidarité entre francophones au Canada. Réflexions théoriques et analyses historique, juridique et sociopolitique. Annexe à l'avis du Conseil «Renforcer la solidarité linguistique avec les Communautés francophones et acadiennes». A. Martel, L. Cardinal, L. Balthazar, M. Martel, P. Trépanier, L. Thériault, J. Woehrling, G. Sénéchal, E. Richard, J. Lafontant. <p><u>Remise de prix</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Remise de l'Ordre des francophones et du Prix 3-juillet. - Prix Jules Fournier. 	<p><u>Remise de prix</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Remise de l'Ordre des francophones et du Prix 3-juillet. - Prix Jules Fournier.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 05 - ORGANISMES DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

ÉLÉMENT 03 - COMMISSION DE TOPONYMIE

Crédits par supercatégories (en K\$)

Supercatégorie	1995-1996 Crédits	Variation		1994-1995		
		Montant	%	Crédits modifiés	Dépenses probables	Variation
1. Rémunération	1 172,2	(60,3)	(4,9)	1 232,5	1 157,1	(75,4)
2. Fonctionnement	242,0	(165,6)	(40,6)	407,6	268,0	(139,6)
3. Capital	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0
4. Transfert :						
- Rémunération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Fonctionnement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Intérêt	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Support	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Prêts, placements et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	1 415,2	(225,9)	(13,8)	1 641,1	1 426,1	(215,0)

Explications des variations - Crédits 1995-1996 vs Crédits modifiés 1994-1995 :

Rémunération

- Compression récurrente 1994-1995 à la suite du discours sur le budget : (67,0 K\$)
- Ajustement pour boni au rendement et gains de productivité pour les cadres : 6,7 K\$

Fonctionnement

- Compression récurrente 1994-1995 à la suite du discours sur le budget : (20,8 K\$)
- Économies budgétaires 1995-1996 : (124,8 K\$)
- Réaménagement : (20,0 K\$)

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 05 - ORGANISMES DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

ÉLÉMENT 03 - COMMISSION DE TOPONYMIE

Rétrospective et prospective

Rétrospective 1994-1995 Points saillants	Prospective 1995-1996 Points saillants
<p>Traitement de la toponymie du territoire</p> <p>Analyse et traitement de 4 994 toponymes (dont 78 noms autochtones).</p> <p>Traitement de 4 893 odonymes. Conclusion d'entente avec 14 municipalités pour l'officialisation de leurs noms de voies de communication. Entente à venir : 416 municipalités. Ententes déjà signées : 1 010.</p> <p>Conservation des toponymes (banque de données TOPOS)</p> <p>Saisie de 14 015 nouveaux toponymes ce qui porte le contenu de topos à 283 501 entrées dont 168 504 décisions officielles.</p> <p>Décisions de la Commission de toponymie</p> <p>4 805 décisions d'officialisation (1 995 toponymes et 2 810 odonymes).</p> <p>402 émissions d'avis (37 toponymes et 365 odonymes). N.B. Les décisions de la dernière réunion de la Commission ne sont pas comptabilisées.</p> <p>Diffusion des décisions de la Commission</p> <p>Envoi de plus de 500 attestations d'officialisation et de plus de 75 attestations d'avis afin de sensibiliser les intervenants régionaux à l'utilisation d'une toponymie correcte.</p> <p>Publications</p> <p>Lancement du dictionnaire illustré «Noms et lieux du Québec» (925 pages, 6 000 entrées, 20 000 toponymes traités, 500 illustrations, 35 cartes) qui est rapidement devenu un «best seller» des Publications du Québec. Vente rapide du premier tirage de 3 000 exemplaires. Réimpression de 3 000.</p>	<p>Les enjeux</p> <p>La gestion rationnelle du territoire par l'identification adéquate des lieux (inventaire des noms en usage, normalisation, création, officialisation, conservation, diffusion de ceux-ci).</p> <p>La gestion harmonieuse des patrimoines toponymiques incluant les noms de lieux autochtones.</p> <p>L'affirmation des compétences et de l'expertise du Québec en consolidant sa participation active aux travaux des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques.</p> <p>Les orientations stratégiques</p> <p>Coordonner le mieux possible la satisfaction des besoins de dénominations de lieux.</p> <p>Mettre à profit les ressources de l'autoroute de l'information pour diffuser la nomenclature géographique officielle.</p> <p>Appuyer la recherche identitaire à l'échelle de la nation comme aux autres niveaux et faire en sorte que les décisions de la Commission correspondent le mieux possible aux aspirations des milieux concernés.</p> <p>Les objectifs et priorités</p> <p>L'accroissement de la précision du repérage géographique (en identifiant les lieux anonymes ou incorrectement nommés).</p> <p>La rationalisation des interventions (inventaire, formation, création de noms : en priorisant celles aux effets multiplicateurs).</p> <p>La diffusion ciblée et à meilleur coût possible de la toponymie officielle.</p> <p>Les besoins urgents à satisfaire sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la consignation et le traitement de l'ensemble des noms de voies de communication; - la normalisation terminologique des parcs et des ensembles urbains; - les inventaires toponymiques en milieu amérindiens; - l'amélioration de la précision des données géographiques de référence (coordonnées géographiques, caractère transfrontalier); - l'identification des lieux pour répondre aux besoins de la cartographie, de la planification et de l'intégrité territoriale. <p>Les produits et services</p> <p>Seront disponibles les P/S en rapport avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'inventaire et le traitement (réponse aux demandes d'intervention et traitement des données); - l'information toponymique consignée (statut, localisation, graphie, origine et signification des toponymes); - la diffusion de la toponymie officielle (extraits informatisés et papier, branchement direct à TOPOS, attestations d'officialisation, évaluation d'ouvrages et de cartes, réponse aux consultations techniques, formation, publications).

Rétrospective 1994-1995 Points saillants	Prospective 1995-1996 Points saillants
<p><u>Communications</u></p> <p>Participation à trois salons d'exposition avec stand d'information; remise de dix certificats de désignation toponymique.</p> <p>Promotion conjointe avec les Publications du Québec du dictionnaire «Noms et lieux du Québec».</p> <p>Réponse à plus de 3 000 consultations techniques.</p> <p><u>Activités nationales et internationales</u></p> <p>Participation à la 33^e réunion du Comité permanent canadien des noms géographiques (Victoria). Réunion annuelle de la Société canadienne d'Onomastique (Calgary). Accueil de deux commissaires de la Commission nationale de toponymie (France). Participation à trois réunions des Nations Unies sur la normalisation géographique des noms (Paris, New York).</p>	

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 05 - ORGANISMES DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

**ÉLÉMENT 04 - PROVISION POUR AUGMENTER, AVEC L'APPROBATION DU CONSEIL DU TRÉSOR,
TOUT CRÉDIT POUR LA RÉALISATION D'ACTIVITÉS DE PROMOTION DE LA LANGUE FRANÇAISE**

Crédits par supercatégories (en K\$)

Supercatégorie	1995-1996 Crédits	Variation		1994-1995		
		Montant	%	Crédits modifiés	Dépenses probables	Variation
1. Rémunération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Fonctionnement	254,7	(500,8)	(66,3)	755,5	187,9	(567,6)
3. Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Transfert :						
- Rémunération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Fonctionnement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Intérêt	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Support	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Prêts, placements et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	254,7	(500,8)	(66,3)	755,5	187,9	(567,6)

Explications des variations - Crédits 1995-1996 vs Crédits modifiés 1994-1995 :

Fonctionnement

- Compression récurrente 1994-1995 à la suite du discours sur le budget : (249,2 K\$)
- Économies budgétaires 1995-1996 : (241,6 K\$)
- Réaménagement : (10,0 K\$)

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 05 - ORGANISMES DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

ÉLÉMENT 04 - PROVISION POUR AUGMENTER, AVEC L'APPROBATION DU CONSEIL DU TRÉSOR, TOUT CRÉDIT POUR LA RÉALISATION D'ACTIVITÉS DE PROMOTION DE LA LANGUE FRANÇAISE

Rétrospective et prospective

<p>Rétrospective 1994-1995</p> <p>Points saillants</p>	<p>Prospective 1995-1996</p> <p>Points saillants</p>
<p>Le ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française a utilisé la réserve pour la promotion de la langue française pour financer la réalisation de deux mesures déjà en cours depuis quelques années.</p> <p><u>Programme de soutien financier à la promotion du français dans les entreprises</u></p> <p>L'Office de la langue française a reçu une somme de 262 900 \$ pour la poursuite du programme. Ces crédits ont permis de compléter 29 projets déjà amorcés en 1993-1994 (112 605 \$) et de financer 17 nouveaux projets (150 255 \$) qui se poursuivront en 1995-1996.</p> <p><u>Politique gouvernementale d'utilisation du français dans les technologies de l'information</u></p> <p>Cette mesure qui en était dans sa 3^e année de réalisation a bénéficié de crédits qui ont été transférés à l'Office de la langue française (19 500 \$) et au Conseil du trésor (16 500 \$) en fonction d'activités prévues au calendrier de réalisation. L'Office de la langue française a soutenu les M/O dans la préparation de leur plan de francisation. Le Conseil du trésor a oeuvré surtout à la diffusion du logiciel FRANCIS pour le traitement alphabétique des données informatiques.</p>	<p>L'utilisation des 254,7 \$ disponibles pour 1995-1996 sera déterminée par le ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française. Ces crédits permettront de financer la poursuite des mesures de 1994-1995 :</p> <ul style="list-style-type: none"> le Programme de soutien financier à la promotion du français dans les entreprises la Politique gouvernementale d'utilisation du français dans les technologies de l'information.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 05 - ORGANISMES DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

ÉLÉMENT 05 - COORDINATION DES ORGANISMES DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Crédits par supercatégories (en K\$)

Supercatégorie	1995-1996 Crédits	Variation		1994-1995		
		Montant	%	Crédits modifiés	Dépenses probables	Variation
1. Rémunération	0,0	(561,4)	(100,0)	561,4	315,0	(246,4)
2. Fonctionnement	0,0	(236,1)	(100,0)	236,1	178,3	(57,8)
3. Capital	0,0	(11,2)	(100,0)	11,2	3,1	(8,1)
4. Transfert :						
- Rémunération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Fonctionnement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Intérêt	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Support	0,0	(94,4)	(100,0)	94,4	54,9	(39,5)
5. Prêts, placements et avances	0,0	(1,0)	(100,0)	1,0	1,0	0,0
TOTAL	0,0	(904,1)	(100,0)	904,1	552,3	(351,8)

Explications des variations - Crédits 1995-1996 vs Crédits modifiés 1994-1995 :

Rémunération

- Compression récurrente 1994-1995 à la suite du discours sur le budget : (14,0 K\$)
- Ajustement pour boni au rendement et gains de productivité pour les cadres : 4,0 K\$
- Économies budgétaires 1995-1996 : (460,0 K\$)
- Réaménagements ministériels : (87,4 K\$)
- Ajustement technique aux crédits comparatifs pour tenir compte du réaménagement de deux cadres au programme 01, élément 01 : (4,0 K\$)

Fonctionnement

- Compression récurrente 1994-1995 à la suite du discours sur le budget : (86,4 K\$)
- Économies budgétaires 1995-1996 : (237,1 K\$)
- Réaménagements ministériels : 87,4 K\$

Capital

- Compression récurrente 1994-1995 à la suite du discours sur le budget : (1,2 K\$)
- Économies budgétaires 1995-1996 : (10,0 K\$)

Transfert

- Compression récurrente 1994-1995 à la suite du discours sur le budget : (9,4 K\$)
- Économies budgétaires 1995-1996 : (85,0 K\$)

Prêt, placements et avances

- Réaménagements ministériels : (1,0 K\$)

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 05 - ORGANISMES DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

ÉLÉMENT 05 - COORDINATION DES ORGANISMES DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Rétrospective et prospective

Rétrospective 1994-1995 Points saillants	Prospective 1995-1996 Points saillants
<p><u>Soutien administratif</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Application des mesures de réduction budgétaire suite au discours du budget 1994-1995. - Administration de la réserve pour la promotion du français et suivi des mesures subventionnées. - Support à la mise en place de la politique gouvernementale d'utilisation du français dans les technologies de l'information. - Administration du budget discrétionnaire du Ministre. - Support à la publication du «Dictionnaire illustré des noms et lieux du Québec». - Élaboration du Plan stratégique 1995-1996 pour l'application de la Charte de la langue française. <p><u>Coordination du dossier linguistique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Coordination du projet «Indicateurs de la langue du travail au Québec». - Participation aux travaux du CAFI (Comité d'action sur le français en informatique). - Suivi du Programme de soutien financier pour la promotion du français dans les entreprises. - Suivi des avis au Conseil de la langue française. - Diffusion d'information sur la politique linguistique québécoise. 	<p><u>Soutien administratif</u></p> <p>Cet élément a été aboli suite à l'intégration des organismes de la Charte au ministère de la Culture et des communications.</p>

